



Initiative TrackFin :

Suivi financier du secteur EAH à Madagascar

RAPPORT FINAL

Première phase (2013 – 2015)

Herimandimby Vestalys
Consultant National TrackFin

Antananarivo, Mai 2018

Table des matières

1. Introduction	1
1.1. Objectifs de l'initiative TrackFin.....	2
1.2. Objectifs des comptes WASH et principales questions stratégiques.....	2
2. Données générales du pays	4
3. Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement à Madagascar	5
3.1. Généralités sur le secteur.....	5
3.2. Le sous-secteur de l'eau potable.....	6
3.2.1. Organisation.....	6
3.2.2. Situation de l'alimentation en eau potable.....	6
3.3. Le sous-secteur de l'assainissement liquide.....	8
3.3.1. Organisation.....	8
3.3.2. Situation actuelle de l'assainissement liquide.....	8
3.4. Les Objectifs du développement durable dans le secteur WASH.....	10
4. Méthodologie	11
4.1. Portée générale de l'exercice de la première phase.....	11
4.2. Cadre organisationnel.....	12
4.2.1. Le Comité de Pilotage (COPILO).....	12
4.2.2. Le Comité technique (COMITECH).....	13
4.2.3. Le Comité Noyau (NOYAU).....	13
4.2.4. Le Point Focal.....	13
4.3. Chronogramme des activités de TrackFin.....	14
4.4. Classifications utilisées pour construire les comptes WASH.....	15
4.4.1. Les unités de financement (FU).....	16
4.4.2. Les types de financement (FT).....	16
4.4.3. Les prestataires de service WASH (P).....	17
4.4.4. Les Coûts (C).....	18
4.4.5. Les services WASH (S).....	18
4.4.6. Les zones de services (A).....	20
4.4.7. Les Régions administratives de Madagascar (R).....	20
4.4.8. Les Usages des services WASH (U).....	22
4.5. Principales considérations méthodologiques.....	23
4.5.1. Démarche générale.....	23
4.5.2. Cartographie des flux financiers pour les services WASH.....	23
4.5.3. Sources et analyse des données collectées.....	25
4.5.4. Estimation des données manquantes.....	28
5. Présentation et analyse des résultats	30
5.1. Répartition des dépenses dans le secteur WASH.....	30
5.1.1. Les dépenses totales du secteur WASH.....	30
5.1.2. Les dépenses WASH par sous-secteur.....	31
5.1.3. La répartition géographique des dépenses WASH.....	32
5.1.4. Les dépenses WASH par zone.....	33
5.1.5. Les dépenses par type de coûts.....	33
5.2. Les financements des services WASH.....	34

5.2.1. Les financements du secteur par unités de financement	34
5.2.2. Les financements du secteur WASH par type de financement	34
5.3. Les comptes WASH	35
5.3.1. Les dépenses WASH par principal service et zone de service (CW1)	35
5.3.2. Les dépenses WASH par type de service et type d'usage (CW2)	36
5.3.3. Les dépenses WASH par type de prestataire et type de service (CW3)	36
5.3.4. Les dépenses WASH par type de financement et type de prestataire (CW4).....	37
5.3.5. Les dépenses WASH par type de financement et type de service (CW5).....	38
5.3.6. Les dépenses WASH par unité de financement et type de service (CW6)	38
5.3.7. Les dépenses WASH par type de prestataire et unité de financement (CW7)	39
5.3.8. Les dépenses WASH par type de financement et unité de financement (CW8).....	40
5.3.9. Les dépenses WASH par type de coût et par type de prestataire (CW9).....	41
5.3.10. Les dépenses WASH par type de coût et type de service (CW10)	41
6. Conclusion et recommandations stratégiques	43
6.1. Leçons tirées de l'expérience et recommandations stratégiques	43
6.2. Recommandation pour les prochaines étapes	44
7. Retour d'information sur la méthodologie TrackFin.....	45

Liste des tableaux

Tableau 1 Classification des unités de financement WASH (FU)	16
Tableau 2 Classification des types de financement (FT)	17
Tableau 3 Classification des prestataires de service WASH (P).....	17
Tableau 4 Classification des Coûts (C)	18
Tableau 5 Classification des services WASH (S)	19
Tableau 6 Classification des zones de services (A).....	20
Tableau 7 Classification des usages des services WASH (U)	22
Tableau 8 : Dépenses totales du secteur WASH	30
Tableau 9 : Dépenses totales dans le secteur WASH pour 5 pays TrackFin	30

Liste des figures

Figure 1 : Taux de desserte nationale en eau potable	7
Figure 2 : Taux d'utilisation de latrine	9
Figure 3: La structure organisationnelle du TrackFin.....	12
Figure 4 Les comptes WASH du TrackFin.....	15
Figure 5: Les Régions administratives de Madagascar.....	21
Figure 6: Les phases de mise en œuvre du processus TrackFin à Madagascar.....	23
Figure 7 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'eau potable.....	24
Figure 8 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'assainissement liquide	24
Figure 9 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'appui institutionnel.....	25
Figure 10 : Les dépenses WASH par sous-secteur	31
Figure 11: Répartition des dépenses par type de service	32
Figure 12 : Répartition des dépenses par Région et par sous-secteur.....	32
Figure 13 : Evolution et répartition des dépenses par zone	33
Figure 14 : Evolution et répartition des dépenses par type de coûts	33
Figure 15 : Les financements du secteur par unité de financement.....	34
Figure 16 : Les financements du secteur par type de financement.....	34
Figure 17 : CW1 (SxA) Dépenses WASH par principal service et zone de service	35
Figure 18 : CW2 (SxU) Dépenses WASH par type de service et type d'usage	36
Figure 19 : CW3 (SxP) Dépenses WASH par type de prestataire et type de service	36
Figure 20 : CW4 (PxFT) Dépenses WASH par type de financement et type de prestataire	37
Figure 21 : CW5 (SxFT) Dépenses WASH par type de financement et type de service.....	38
Figure 22 : CW6 (SxFU) Dépenses WASH par unité de financement et type de service	39
Figure 23 : CW7 (PxFU) Dépenses WASH par type de prestataire et unité de financement	39
Figure 24 : CW8 (FTxFU) Dépenses WASH par type de financement et unité de financement	40
Figure 25 : CW9 (CxP) Dépenses WASH par type de coût et par type de prestataire.....	41
Figure 26 : CW10 (CxS) Dépenses WASH par type de coût et type de service	42

Liste des sigles et des abréviations

AES	Alimentation en Eau dans le Sud
ANDEA	Autorité Nationale De L'eau Et De L'assainissement
APIPA	Autorité pour la Protection contre les Inondations de la Plaine d'Antananarivo
BAD	Banque Africaine pour le Développement
CFSVA	Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis
CLTS	Community Led Total Sanitation
COMITECH	Comité Technique TrackFin
COPILO	Comité de Pilotage TrackFin
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DAF	Direction Administrative et Financière
DCCI	Direction de la Communication et de la Coordination Interne
DGEAH	Directeur Général de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
DSISE	Direction du Système d'Information et du Suivi Evaluation
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
ENSOMD	Enquête Nationale de Suivi des Objectifs Millénaires du Développement
EPIC	Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial
EPM	Enquête Périodique auprès des Ménages
FDL	Fonds Local de Développement
GLAAS	Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques
IDH	Indice de Développement Humain
INSTAT	Institut National de la Statistique
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy (Compagnie Nationale de l'eau et de l'électricité)
JMP	Joint Monitoring Programme
M2PATE	Ministère auprès de la Présidence chargé des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MEEH	Ministère de l'Eau de l'Energie et des Hydrocarbures
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MICS	Multiple Indicator Cluster Surveys
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PGG	Politique Générale du Gouvernement
PNAEPA	Programme National d'Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement
PSEAU	Programme Solidarité EAU

PTF	Partenaire Technique et Financier
SAF FJKM	Sampan'Asa momba ny Fampandrosoana - Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo
SDAU	Schéma Directeur d'Assainissement Urbain
SE&AM	Suivi Eau, Assainissement à Madagascar
SIIGFP	Système Intégré d'Information de Gestion des Finances Publiques
STPCA	Secrétariat Technique Permanent de Coordination des Aides
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Fund / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WASH	Water, Sanitation and Hygiene
WSUP	Water and Sanitation for the Urban Poor

1. Introduction

TrackFin est une initiative de l'ONU-Eau GLAAS conduite par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), développée conjointement avec les principales institutions nationales du secteur, les bureaux nationaux de statistique, les départements en charge des finances et les organisations internationales (comme le département des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, l'OCDE et la Banque mondiale) en charge du suivi financier et avec le support d'un groupe consultatif technique constitué d'experts du secteur EAH et celui des Finances pour le développement.

A Madagascar, plusieurs exercices d'analyse des flux financiers et des besoins financiers du secteur EAH ont été réalisés depuis 2010. Il y avait eu notamment le Country Status Overview (CSO), commissionné par l'AMCOW en 2010, deux analyses financières effectuées par WaterAid sur le financement du secteur EAH en 2011 et 2013, les rapports GLAAS 2012 et 2014 et enfin les différents documents de planification sectorielle produits par le Ministère de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène depuis 2013. Ces exercices ont mis en exergue une situation assez alarmante sur l'aspect financier du secteur EAH. Actuellement, Madagascar ne dispose d'aucune base de données spécifique ni d'informations pour le suivi de son financement dans le secteur Eau, Assainissement et Hygiène (WASH), ce qui rend le suivi des flux financiers complexe et difficile.

Les analyses produites mettent aussi en exergue la nécessité d'améliorer la traçabilité des fonds qui contribuent à l'atteinte des objectifs du secteur EAH. A Madagascar, plusieurs départements ministériels détiennent des fonds pour les activités d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement. Plusieurs ONG et PTF, répartis dans différents secteurs, contribuent financièrement dans ces activités, rendant encore plus complexe la traçabilité des fonds. Ces derniers exercices ont néanmoins confirmé la nécessité de faire une désagrégation plus précise des analyses sur les dépenses et besoins de financement selon les niveaux administratifs, les types de services, les sources de financement (financement en provenance des PTF ; financement en provenance des ONG ; contributions des CTD ; participation des ménages ; contributions du secteur privé) ainsi que les types de dépenses (investissement, maintenance, support, réhabilitation, Etc.). Cette désagrégation permettra une meilleure appréciation de la situation ainsi que des besoins futurs à combler en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) en collaboration avec l'ONU-Eau GLAAS (Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water) sous l'égide de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), s'est engagé à mettre en œuvre « l'initiative « TrackFin », qui est une étude de suivi de financement dans le secteur WASH. Le lancement officiel de cette initiative s'est déroulé au CARLTON Anosy le 21 octobre 2016 et était honoré par la présence de Monsieur le Premier Ministre, de 4 Ministres et du Représentant Résident de l'OMS. Cette « initiative TrackFin » prévoit la mise en place d'un Comité de Pilotage chargé de donner les orientations du processus, de s'assurer de la mobilisation des personnes ressources, de valider les résultats ainsi que son utilisation pour les orientations politiques. En vue de la mise en œuvre de l'initiative TrackFin, le Ministère de l'Eau, Assainissement, et Hygiène (MEAH) de l'époque a procédé au recrutement d'un consultant national, qui travaillera en collaboration avec un consultant international.

1.1. Objectifs de l'initiative TrackFin

Les objectifs de l'initiative TrackFin sont la mise en pratique d'une méthodologie mondialement reconnue, qui a été développée depuis 2012 et depuis lors testée pour suivre le financement du secteur EAH à un niveau national, la contribution au renforcement des systèmes nationaux de collecte et d'analyse des informations financières pour la programmation et la prise de décision du secteur EAH. Fort de l'expérience d'autres secteurs et notamment celui de la santé, une méthodologie a été développée pour suivre le financement du secteur WASH au niveau national et produire les comptes du secteur WASH.

A Madagascar, l'objectif de l'Initiative TrackFin consiste à produire une étude sur le financement du secteur WASH tout en soulignant les difficultés et les leçons apprises et fournissant des suggestions pour améliorer le processus TrackFin ainsi que sur le contenu des phases successives. Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Identifier les circuits des flux financiers existants, les sources et la structure des données existantes ;
- Evaluer la faisabilité de la collecte de données financières sur le secteur WASH à différents niveaux de manière à fournir aux décideurs des informations pertinentes, cohérentes et comparables avec d'autres pays, suivant les directives du document d'orientation développé dans le cadre de TrackFin;
- Collecter toutes les données disponibles et les compiler dans des tableaux exploitables, dégager les gaps d'information, émettre des hypothèses, et fournir des estimations, dans la mesure du possible, concernant les données non disponibles.
- Fournir des commentaires et recommandations sur la faisabilité à long terme des comptes nationaux WASH et sur les développements méthodologiques qui pourraient être nécessaires sur le long terme ; notamment fournir des éléments précis concernant les activités à mener et la méthodologie à suivre pour les phases successives ;
- Proposer un scénario de mécanisme de stockage et de collecte de données.

1.2. Objectifs des comptes WASH et principales questions stratégiques

La mise en place des comptes WASH a pour objet d'aider les décideurs nationaux à recueillir des informations sur le financement actuel du secteur, suivre son évolution dans le temps, et comparer les dépenses avec celles d'autres secteurs ou d'autres pays. Ces comptes fourniront des informations détaillées sur l'origine du financement et la façon dont les fonds sont utilisés selon les sous-secteurs, les zones et les Régions. Son but est de suivre toutes les dépenses réalisées dans le secteur WASH par l'ensemble des entités économiques, notamment les gouvernements et les institutions publiques, les organismes publics et privés, les ONG, les fondations, les bailleurs de fonds internationaux et nationaux, les investisseurs et les ménages.

Cette approche a des nombreux avantages, parmi lesquels :

- Meilleure transparence du financement du secteur WASH : les comptes WASH permettent le suivi des dépenses dans le temps, et l'analyse comparative des dépenses par rapport aux objectifs du secteur ou aux cibles d'autres secteurs ou d'autres pays ;
- Capacité à surveiller l'affectation des fonds aux sous-secteurs et régions géographiques en fonction des besoins et de manière équitable ;

- Capacité à surveiller la mise en œuvre d'une stratégie de financement destinée au secteur, de susciter de nouveaux investissements, et de soutenir les institutions chargées de canaliser le financement au secteur ; et
- Capacité à savoir si les engagements pris par les acteurs du secteur ont été respectés.

La compilation des comptes WASH permet d'établir une série de tableaux croisant les dépenses, les services, les coûts et les financements et peuvent servir de base de communication franche et transparente avec les intervenants du secteur WASH et le grand public d'une manière générale. La masse d'informations contenues dans les comptes WASH peut être utilisée pour répondre à une multitude de questions stratégiques, mais l'approche définie dans la méthodologie TrackFin projette de répondre aux quatre questions essentielles :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?
- Qui paie pour les services WASH et dans quelle proportion ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH ?

2. Données générales du pays

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde de par sa superficie estimée à 587 047 km². Elle se situe dans l'Océan Indien et est séparée de du Grand Continent par le Canal de Mozambique. Le climat est tropical, et pendant la saison des pluies, plus de 60% des zones sont enclavées et inaccessibles.

Selon les statistiques de 2017, Madagascar compte environ 25 millions d'individus, dont 20% en milieu urbain et 80% en milieu rural, avec une croissance démographique de 2.72% par an. De plus, la population malgache est jeune, dont près des deux tiers ont moins de 25 ans et près de la moitié ont moins de 15 ans. Madagascar est caractérisée par l'unicité de sa langue, pour les dix-huit ethnies existantes. Cette unicité dans la diversité constitue un atout majeur dans le développement socioculturel du pays. En outre, le taux d'alphabétisation y est de 64.66%.

Le financement des investissements en général provient de l'extérieur. L'économie intérieure du pays est essentiellement basée sur l'agriculture, les produits de la pêche et des mines. Suite à la situation de crises socio-politiques répétitives traversées par le pays depuis près d'un quart de siècle, le secteur informel s'est beaucoup développé, plaçant le pays parmi les plus pauvres du monde. Environ 9 personnes sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et en 2015, Madagascar se place au 166ème rang sur 187 pays pour l'Indice de Développement Humain (IDH).

Selon la dernière Constitution votée en 2010, Madagascar compte 6 Provinces, 22 Régions, 119 Districts, 1 693 communes et 17.500 Fokontany.

3. Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement à Madagascar

3.1. Généralités sur le secteur

A l'instar des différents secteurs de développement, le secteur WASH est intégré dans le Plan National de Développement du pays, dans son axe 4, relatif au « Capital humain adéquat au processus de développement ».

Le secteur WASH est géré par le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures, depuis 2017, suite à un changement organisationnel opéré la même année. En effet, pendant près de 2 ans, il a été dénommé Ministère de l'EAH/WASH. Ce Ministère s'occupe de la conception, de la gestion, de la coordination, de l'harmonisation et de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) et de la Politique Générale du Gouvernement (PGG) dans le secteur de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène, de l'énergie et des hydrocarbures.

Le secteur dispose de plusieurs documents stratégiques, dont le premier document de programmation, appelé PNAEPA (Programme National d'Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement), a été adopté en 2005, pour la période 2005-2007. Un second PNAEPA a été élaboré pour la période 2008-2012, suivi plus tard par la stratégie nationale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour la période 2013-2018. Et plus tard, les lignes directrices du secteur eau, assainissement et hygiène pour la période 2015-2019.

Le pays dispose également du Code l'Eau, document incontournable du secteur, et qui a été récemment mis à jour. Il concerne notamment la gestion des ressources en eau, la surveillance de la qualité de l'eau, le financement du secteur de l'eau et de l'assainissement, ainsi que l'organisation du secteur de l'eau et de l'assainissement, dont la mise en place d'organismes de gestion de l'eau.

En outre, pour assurer une bonne planification, le Ministère chargé du WASH a mis en place une base de données unique, le SE&AM, qui collecte toutes les données liées au secteur à tous les niveaux. En effet, le Ministère a renforcé ses capacités pour assurer la cohérence de la collecte d'information et la fiabilité des données à son niveau.

Ces dernières années, Madagascar a également participé à plusieurs exercices d'évaluation du secteur au niveau mondial, entre autres le JMP et le GLAAS. Le WASH est aussi largement considéré pour la réalisation des enquêtes MICS, qui, pour cette année 2018, concerne également la qualité de l'eau.

Les résultats du GLAAS 2017 publiés récemment ont permis de ressortir les éléments importants suivants pour Madagascar:

- Disponibilité d'un cadre de coordination des partenaires, le STPCA, qui dispose d'une base de données permettant le suivi des engagements de façon trimestrielle
- Le budget national consacré au WASH a été de 24 millions USD en 2016
- Selon le Ministère des Finances et du Budget, et le STPCA, seuls 38% des besoins en investissement pour le WASH sont financés
- Seuls 30% du financement du secteur sont pris en charge par le Gouvernement, le reste est pris en charge par un financement extérieur
- La participation des usagers et des communautés dans la planification des programmes WASH est clairement définie à travers des procédures bien définies pour les 3 sous-secteurs. Cependant, le niveau de participation est faible pour l'assainissement en milieu

urbain, les infrastructures en eau potable en milieu urbain, et pour la planification et la gestion des ressources en eau.

- Le financement pour atteindre les objectifs nationaux pour l'assainissement et l'eau potable, que ce soit en milieu rural ou en milieu urbain, est largement insuffisant.

Il est important de mentionner qu'il est prévu l'élaboration du Plan sectoriel et du Plan d'investissement avant la fin de cette année 2018.

3.2. Le sous-secteur de l'eau potable

3.2.1. Organisation

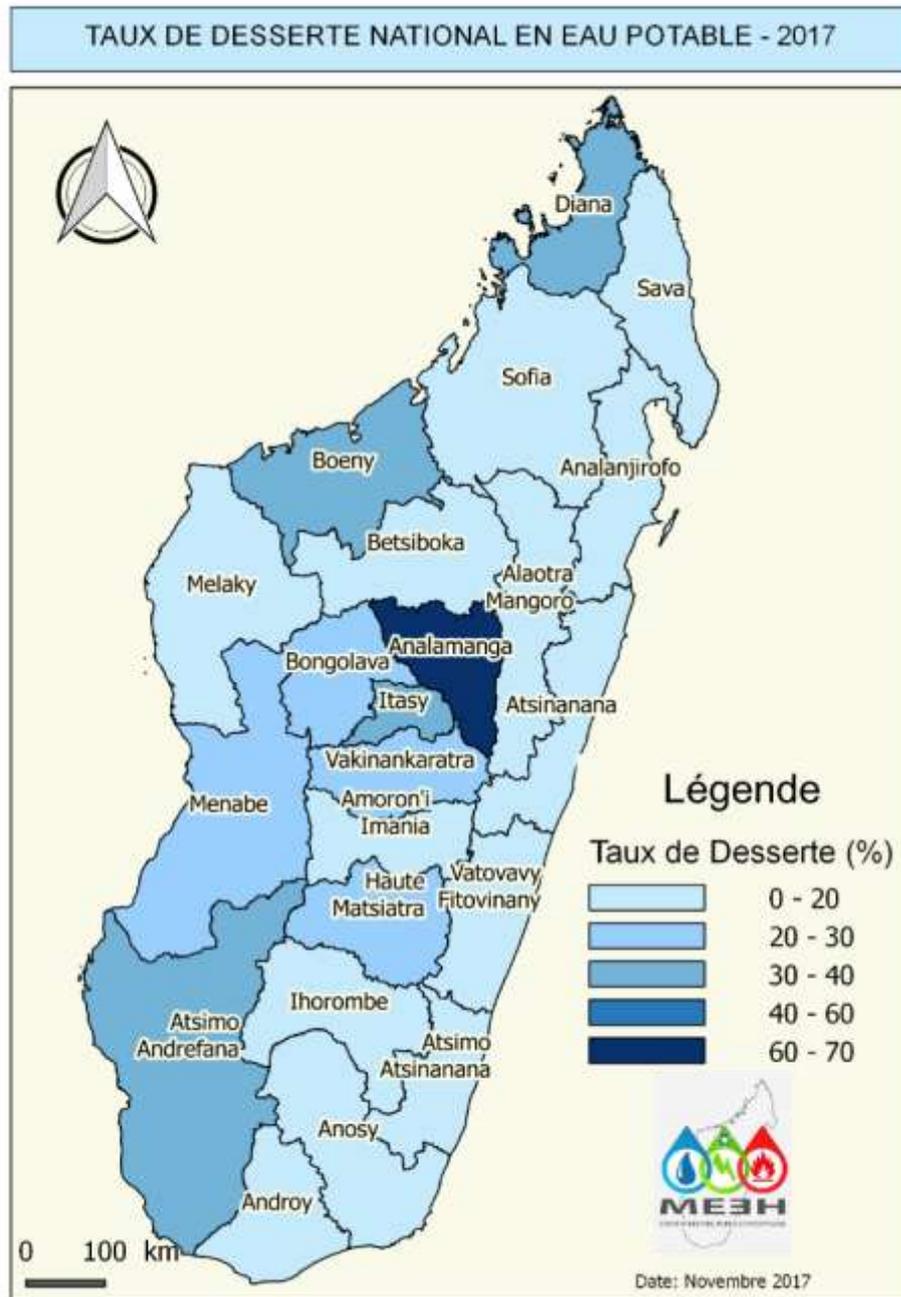
La gestion des ressources en eau se fait de manière différente selon qu'il s'agit du milieu rural ou du milieu urbain. La gestion en milieu urbain se fait généralement à travers la JIRAMA, et en milieu rural, à travers les gestions communautaires ou privées. Les usagers participent en effet largement à cette activité.

Sur le plan institutionnel, en plus du niveau central, ce sont les Directions Régionales chargées du WASH qui coordonnent la gestion du secteur, dont l'eau potable. Les communes sont le plus souvent les maîtres d'ouvrage en ce qui concerne les infrastructures en eau potable.

3.2.2. Situation de l'alimentation en eau potable

A Madagascar, beaucoup de ménages ont un accès limité à l'eau potable. Selon les données disponibles, le taux de desserte en eau potable est passé de 29% en 2000, 46% en 2012, à 26% en 2016-2017. Des disparités existent également entre le milieu rural et le milieu urbain, mais également entre les régions, telles que présentées sur la carte suivante.

Figure 1 : Taux de desserte nationale en eau potable



Le taux de desserte le plus élevé (entre 60-70%) se retrouve uniquement dans la région Analamanga. Les taux les plus faibles se retrouvent dans les régions d'Androy, Atsimondranompo et Alaotra Mangoro (inférieurs à 10%).

De plus, le pays doit faire face à des problèmes liés à la maintenance des infrastructures d'eau, ce qui a des effets jusque dans les services sociaux, comme les écoles ou formations sanitaires.

3.3. Le sous-secteur de l'assainissement liquide

3.3.1. Organisation

Comme pour le sous-secteur de l'eau potable, ce sont les Directions régionales qui coordonnent le secteur de l'assainissement au niveau des Régions.

Cependant, pour ce qui est de la gestion des latrines, ce sont soit les communautés, à travers les CLTS, soit les ménages eux-mêmes qui s'en occupent. De ce fait, l'organisation est beaucoup plus communautaire pour ce sous-secteur qui rencontre encore beaucoup de défis, notamment comportementaux.

Madagascar dispose de la Politique et Stratégie Nationale de l'Assainissement, qui se décline en 7 orientations stratégiques : le cadre de redevabilité et le renforcement institutionnel, le partage des responsabilités ; la mesure des progrès sur la performance des services d'assainissement ; le développement d'un système de financement répondant à l'efficacité et la protection des usagers ; la marche vers l'innovation technologique et à un coût abordable ; un accent particulier sur le changement de comportement sur l'hygiène ; le développement d'un système de surveillance pour faire face à des situations d'urgences et de crises ; la considération de l'impact environnemental de l'assainissement, notamment de l'assainissement liquide (eaux usées et excréta/décharges sauvages non contrôlées).

Pour ce qui est de l'assainissement liquide, il concerne notamment la gestion des eaux usées et pluviales, et la gestion des excréta. Selon la stratégie nationale sur l'assainissement :

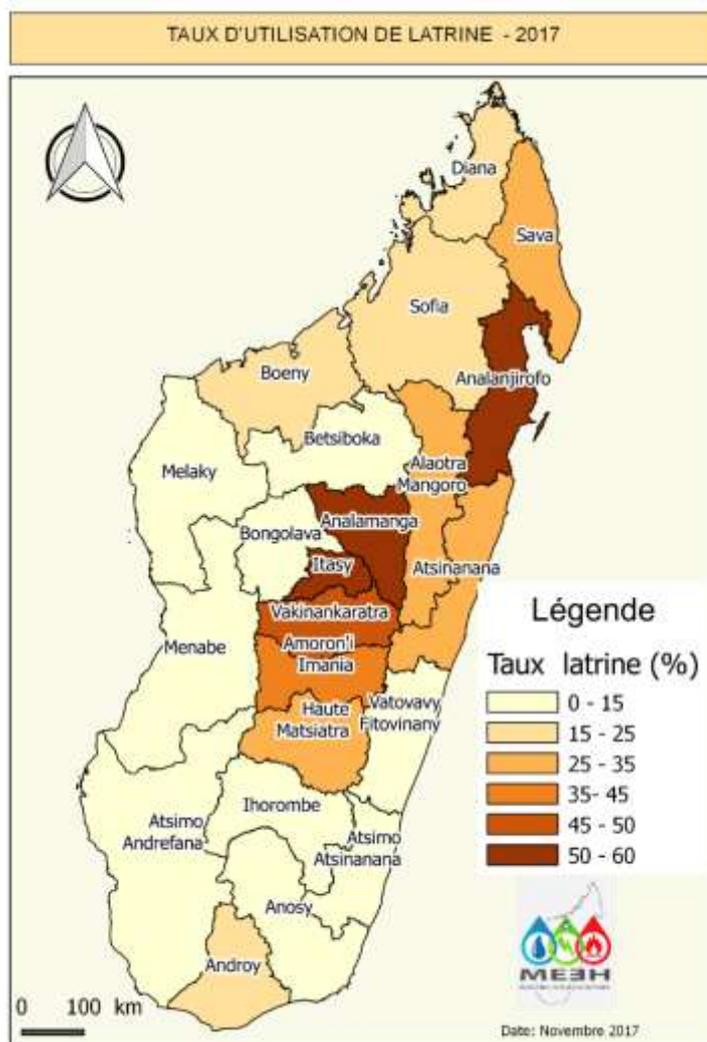
- La gestion des excréta concerne à la fois le milieu urbain et rural
- La gestion des eaux « semi-unitaires » : les réseaux d'assainissement collectant les eaux ménagères et les eaux pluviales.

3.3.2. Situation actuelle de l'assainissement liquide

Selon les données disponibles pour 2016-2017, 25% de la population utilisent les latrines. Il a été de 53% en 2004 et de 46% en 2012. Une baisse du taux de desserte en latrines est ainsi constatée au niveau du pays ces dernières années.

Selon la carte ci-dessous, le meilleur taux concerne les régions d'Analamanga, Itasy, Analanjirifo (taux d'utilisation compris entre 50 et 60%).

Figure 2 : Taux d'utilisation de latrine



Les taux d'utilisation les plus faibles se retrouvent dans les Régions d'Ihorombe, Melaky, Vatovavy Fitovinany, où il est inférieur à 5%.

Pour ce qui est du sous-secteur de l'assainissement liquide, il est encore en plein développement dans le pays. En effet, la majorité des interventions sont axées sur l'utilisation des latrines dans le domaine de l'assainissement.

De plus, la plupart des initiatives liées à l'assainissement liquide sont présentes dans les grandes villes plus généralement, et les formes d'organisation s'y retrouvent beaucoup plus facilement.

C'est ainsi que des schémas directeurs d'assainissement urbain (SDAU) sont actuellement en cours d'élaboration pour huit centres urbains de Madagascar, à travers un projet qui a pour objectifs de doter ces centres urbains de Schéma Directeur d'Assainissement (SDAU) et d'études d'impacts environnementaux; et d'élaborer quatre (4) études d'Avant-Projet Détaillé (APD) issues des études SDAU basées sur l'approche de gestion intégrée des déchets solides et liquides susceptibles de contribuer à leur résilience au changement climatique.

3.4. Les Objectifs du développement durable dans le secteur WASH

L'Assemblée Générale des Nations Unies de Septembre 2015 a permis l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cette initiative est la réponse à la nécessité de mettre en place un cadre de référence mondial suite aux OMD. Les ODD ont été bâtis autour de 17 objectifs et de 169 cibles. L'objectif 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » est évalué avec 8 cibles et 11 indicateurs. Plus ambitieux que pour les OMD, l'ODD 6 vise la couverture universelle pour l'eau potable et l'assainissement, avec un niveau de service supérieur, et intègre l'hygiène et la gestion intégrée et durable des ressources en eau et des écosystèmes.

Le suivi et l'évaluation des cibles se fera tant au plan national qu'international. Au niveau international, les cibles 6.1 et 6.2 seront suivies par JPM, les cibles 6.3, 6.4, 6.5 et 6.6 par le GEMI et enfin les cibles 6.a et 6.b par le GLAAS et TrackFin.

Toutefois, avec l'appui des partenaires, Madagascar a récemment élaboré les BPOR pour les 22 régions, sous la coordination du Ministère chargé du WASH. Cet important outil de planification et de programmation, basé sur les ODD, vise à traduire, dans chaque région, les ODD en indicateurs mesurables, en actions précises et détaillées ; produire des budgets sectoriels régionaux ; présenter les différents appuis des partenaires et les financements de l'état selon le même format, afin de pouvoir identifier avec précision les appuis nécessaires.

4. Méthodologie

La méthodologie TrackFin a été élaborée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le cadre de l'initiative GLAAS, en collaboration avec les principales institutions du secteur à l'échelle nationale, les bureaux de statistique nationaux, les départements des finances et les entités internationales (telles que la Division de statistique de l'ONU, l'OCDE et la Banque mondiale) responsables du suivi financier. S'appuyant sur l'expérience d'autres secteurs, notamment celui de la santé par l'intermédiaire du Système des comptes de la santé, l'initiative TrackFin sert à suivre le financement des activités menées au titre du Programme Eau, assainissement et hygiène pour tous, à l'échelle nationale et infranationale, et à établir des comptes WASH. Après avoir été mis en œuvre avec succès dans le cadre d'une expérience pilote au Brésil, au Ghana et au Maroc en 2013/2014, d'autres pays et partenaires du développement se sont déclarés intéressés par la méthode TrackFin et ont commencé la mise en œuvre.

Cette méthodologie, consignée dans le document d'orientation, est conçue pour aider les pays à produire des comptes WASH et à suivre le financement du secteur sur une base régulière et comparative. L'initiative TrackFin est actuellement administrée par un secrétariat à l'OMS pour le compte de l'ONU-Eau. Elle est étroitement liée au rapport GLAAS, qui suit les apports du secteur, notamment les contributions financières.

L'initiative TrackFin a pour objet de renforcer les systèmes nationaux et infranationaux de collecte et d'analyse de l'information financière aux fins de l'élaboration de politiques et de la programmation concernant le secteur WASH. Le but est de suivre toutes les dépenses réalisées dans le secteur WASH par l'ensemble des entités économiques, notamment les gouvernements et les institutions publiques, les organismes publics et privés, les ONG, les fondations, les bailleurs de fonds internationaux et nationaux, les investisseurs et les ménages. Elle vise à répondre à quatre questions essentielles :

1. Quel est le montant total des dépenses effectuées dans le secteur WASH ?
2. Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et types de dépenses, telles que les dépenses d'investissement, les dépenses de fonctionnement et d'entretien, et les coûts d'investissements ?
3. Qui finance les services WASH ?
4. Quelles sont les principales filières du financement du secteur WASH, et quelles sont leurs parts respectives du montant total des dépenses ?

4.1. Portée générale de l'exercice de la première phase

Lors de l'atelier de cadrage à Antsirabe en octobre 2016, il a été proposé pour cette première phase de TrackFin les sous-secteurs suivants : eau potable, assainissement des déchets liquides, assainissement des déchets solides, le développement institutionnel, la GIRE liée à l'eau potable et l'hygiène. Les WASH dans les formations sanitaires et dans les établissements scolaires pourraient être traités lors de la deuxième phase. Cependant, une première collecte peut être organisée au cours de cette première phase. A l'issue des différentes réunions des Comités Technique et Noyau, et du premier bilan des informations disponibles sur le secteur WASH, il a été décidé dans cette première phase de TrackFin, de se limiter à :

1. **L'alimentation en eau potable** comprenant les approvisionnements en eau en réseau et en eau potable de base,
2. **L'assainissement des déchets liquides** par le biais de systèmes de réseau et de base

3. **Le développement institutionnel** couvrant les appuis sur les politiques et gouvernances du secteur ainsi que les renforcements de capacité.

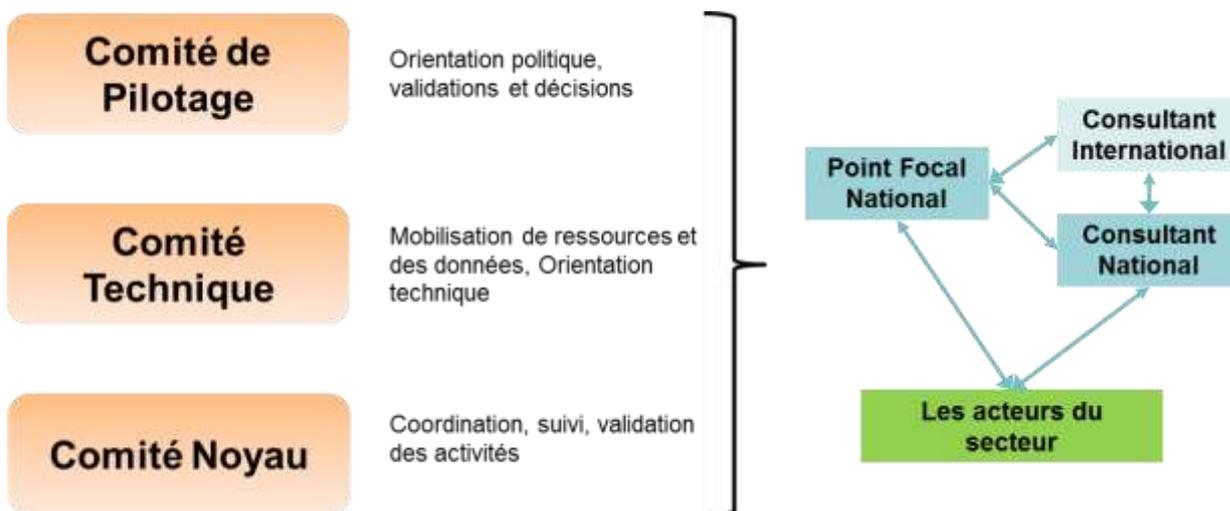
Concernant les années comptables à considérer, il a été proposé pendant l’atelier de cadrage les données financières de l’année 2010 à 2012 qui sont déjà validées dans les lois de règlement et celles de l’année 2013 à 2015 qui pourraient être sorties sur la base des engagements des Ministères. Après discussions pendant les réunions des Comités Technique et Noyau, il a été proposé d’utiliser les données les plus récentes disponibles. Ainsi, il a été décidé que cette phase de TrackFin concerne les années comptables **2013, 2014 et 2015**.

Pour les niveaux de désagrégation des données, le Comité technique a décidé d’adopter **(1) la décomposition entre le niveau national et les 22 Régions administratives, (2) la différenciation entre central, urbain et rural**. Une rubrique « non défini ou non affecté » a été ajoutée pour les données non désagrégées.

4.2. Cadre organisationnel

Pour la mise en œuvre de l’initiative TrackFin à Madagascar, l’atelier de cadrage à Antsirabe a recommandé la mise en place d’un dispositif organisationnel. Il est composé des équipes d’appui et d’une équipe de mise en œuvre. La figure ci-dessous présente la structure organisationnelle du TrackFin à Madagascar.

Figure 3: La structure organisationnelle du TrackFin



4.2.1. Le Comité de Pilotage (COPIL)

Le Comité de Pilotage du TrackFin à Madagascar assure la fonction stratégique et est composé de 6 représentants « de haut niveau » des institutions/organisations concernées par l’initiative TrackFin. Il est chargé de (1) donner les orientations du processus TrackFin, (2) s’assurer de la mobilisation des personnes clés disposant des données utiles au processus et (3) valider les résultats et décider de leur utilisation pour les orientations politiques et la prise des décisions qui s’imposent.

4.2.2. Le Comité technique (COMITECH)

Le Comité Technique est composé des représentants des principales institutions/organisations concernées par le secteur WASH (Ministères, Bailleurs de fonds, ONG Internationales et Nationales) et qui sont nommés officiellement par leurs entités. Ce Comité Technique est chargé de : (1) proposer au Comité de Pilotage les orientations du processus TrackFin (les questions politiques clés, le périmètre de l'étude à couvrir, la feuille de route, etc.), (2) s'assurer de l'identification et de la mobilisation des personnes clés et des différents acteurs disposant des données financières, (3) fournir les appuis institutionnel et technique nécessaires au consultant et au Point Focal National, (4) assurer la coordination et la gestion courante des différentes phases du processus du TrackFin.

4.2.3. Le Comité Noyau (NOYAU)

Le Comité Noyau est composé d'une partie du Comité Technique qui se réunit autant que besoin pour le bon déroulement du processus TrackFin et est présidé par le Point Focal. Ce comité est chargé de : (1) coordonner les activités du Consultant National, (2) valider les travaux du Consultant national avant leur présentation au Comité Technique, (3) effectuer le suivi des réalisations du Consultant national selon le chronogramme validé, (4) préparer les réunions stratégiques et/ou techniques importantes, (5) préparer les documents stratégiques pour la réalisation et la pérennisation du TrackFin.

4.2.4. Le Point Focal

Le point Focal est le point de contact pour l'ensemble du processus TrackFin et est nommé officiellement par le Ministère en charge de l'eau et de l'assainissement. Il organise et coordonne l'ensemble des activités du TrackFin. Particulièrement, il est chargé de : (1) travailler avec le Comité de pilotage pour organiser l'adhésion des différentes instances à impliquer dans le processus (2) coordonner et superviser l'ensemble des activités, avec l'appui des Consultants, en lien avec le Comité noyau, le Comité technique et avec chacun des points focaux au sein des différentes entités, (3) coordonner l'organisation des réunions des Comité de pilotage, Comité technique et Comité noyau, (4) organiser et coordonner les contacts avec les différentes institutions concernées, faciliter la collecte et l'analyse des données et mobiliser son autorité hiérarchique et le Comité de pilotage à chaque fois qu'il sera nécessaire, (5) organiser la préparation des rapports visant à présenter les résultats du processus, en particulier pour les décideurs, (6) organiser la communication et les réunions de restitution auprès de l'ensemble des acteurs du secteur, au niveau national.

Au cours de cette première phase de TrackFin, le gouvernement a restructuré les Ministères en regroupant le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène avec le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures. A cause de la fusion des deux Ministères en un seul, un nouvel organigramme a été adopté et les nominations des différents responsables au sein du Ministère ont pris du temps. Actuellement, Le Point focal national TrackFin la Directrice de la Communication et de la Coordination Interne (DCCI) du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (MEEH). En attendant la nomination de l'actuel point focal, c'est le Directeur Général de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène du Ministère qui a assuré à la fois le rôle du Point Focal et du Président du Comité Technique.

4.3. Chronogramme des activités de TrackFin

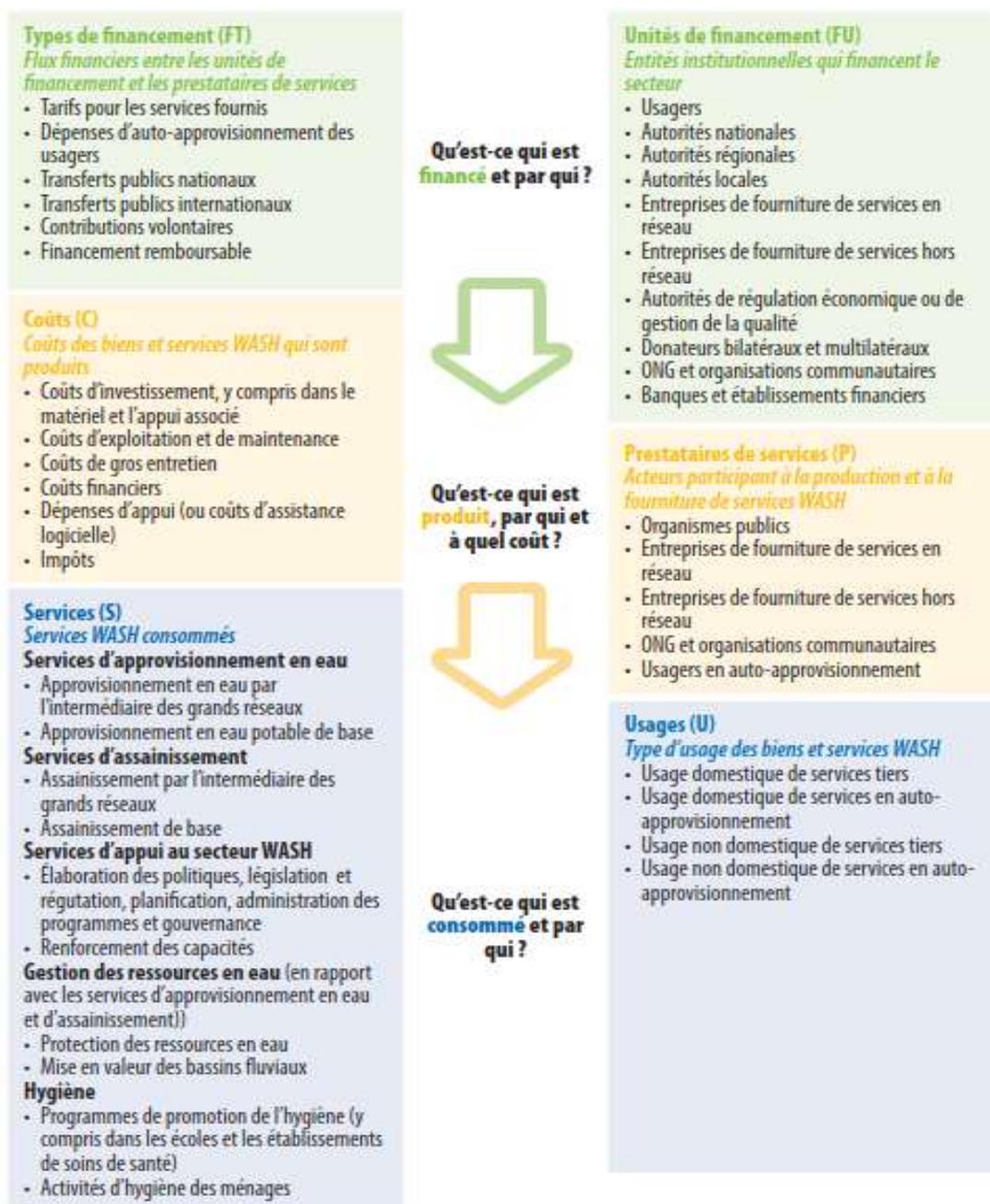
Selon le document d'orientation, la méthodologie TrackFin prévoit 4 grandes étapes :

- **Étape 1 – Lancement du TrackFin** qui consiste : (1) à obtenir le soutien politique en faveur de l'établissement de comptes WASH par des membres de haut niveau du gouvernement, (2) à constituer une équipe des comptes WASH soutenu par des institutions, (3) à définir la portée et les principales questions politiques des comptes WASH, (4) à identifier les besoins et à la définition du plan de travail.
- **Étape 2 – Collecte de données financières** qui consistent : (1) à définir les limites du secteur WASH en termes de services, (2) à cartographier les dispositions liées à la prestation des services et les flux financiers et (3) à estimer les flux financiers et les actifs immobilisés.
- **Étape 3 – Elaboration des comptes WASH et du rapport** qui consiste : (1) à compiler les comptes WASH et leurs indicateurs, (2) à préparer les rapports sur les comptes WASH et (3) à diffuser les résultats aux décideurs.
- **Etape 4 –Préparation de la prochaine étape des travaux sur les comptes WASH** qui consiste à (1) la préparation et la justification des prochains comptes WASH et (2) à la formulation des recommandations pour la prochaine étape.

4.4. Classifications utilisées pour construire les comptes WASH

Le système de classification utilisé dans TrackFin est basé sur les systèmes internationaux existants des produits, services et activités liées au secteur WASH. Les principales « dimensions » considérées dans TrackFin sont présentées dans la figure suivante.

Figure 4 Les comptes WASH du TrackFin



Source : Document d'orientation de l'Initiative TrackFin du Projet GLAAS (ONU-EAU)

Selon le dernier document d'orientation méthodologique du TrackFin (OMS, 2017), les classifications des comptes WASH sont réparties en : Biens et services (S), Coûts (C), utilisation des services (U), prestataires de services (P), unités de financement (FU) et types de financement (FT).

4.4.1. Les unités de financement (FU)

Les Unités de financement (FU) sont les entités institutionnelles qui fournissent des financements au secteur. Elles mobilisent les financements pour payer les prestataires de services WASH. Elles sont au nombre de dix et peuvent allouer des fonds directement aux prestataires de services ou les canaliser par le biais d'autres unités de financement. Le tableau suivant présente les différentes catégories, les définitions utilisées et les sources des données sur ces unités de financement.

Tableau 1 Classification des unités de financement WASH (FU)

Code	Catégorie	Définition	Sources des données
FU1	Usagers	Ménages qui se procurent eux-mêmes des services tels qu'un assainissement individuel. Soit ils paient au préalable par le biais d'investissements initiaux (pour un puits ou une latrine privée, par exemple) ou achètent des services auprès de divers prestataires, notamment des camions-citernes.	JIRAMA AES Enquête Ménage (EPM) Enquête CFSVA Banque Mondiale
FU2	Autorités nationales	Pouvoirs publics au niveau de l'administration centrale, notamment les ministères concernés, tels que le Ministère des Finances ou le Ministère de l'Eau, ou des institutions nationales.	MEEH MFB
FU3	Autorités régionales		Pas de données
FU4	Autorités locales		Pas de données
FU5	Sociétés prestataires de services en réseau	Opérateurs qui possèdent et/ou exploitent des installations pour la production et la distribution de services d'eau et d'assainissement grâce à des systèmes de réseau pour le grand public, ainsi que pour la fourniture en gros. Ces opérateurs peuvent être privés ou publics, mandatés ou indépendants, grands, moyens ou petits en taille, fournissant soit un service public soit un service pour leur propre usage en auto-alimentation.	JIRAMA AES
FU6	Sociétés prestataires de services hors réseau	Sociétés qui fournissent des biens ou des services WASH à petite échelle le long de la chaîne de valeur grâce à des systèmes hors réseau. Elles emploient généralement une main-d'œuvre peu qualifiée et demandent un investissement initial faible. Elles peuvent prendre différentes formes, allant de la coopérative à l'entreprise privée, et peuvent être formelles ou informelles.	Pas de données disponibles.
FU7	Organisme de régulation économique et de gestion de la qualité	Pouvoir public responsable de la surveillance générale du secteur WASH dans des domaines tels que le contrôle des tarifs, la qualité de l'eau, de la concurrence au sein du secteur.	Pas de données disponibles
FU8	Bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux	Gouvernements fournissant une aide publique au développement directement à un pays ou à travers des institutions internationales multilatérales (ONU, Banque mondiale ou banques régionales de développement).	PTF ONG Internationales MEEH
FU9	ONG et organisations communautaires	Organismes à but non lucratif qui cherchent à compléter des services publics WASH. Ils ont généralement une structure formelle et offrent des services à des usagers au-delà de leurs propres adhérents. Dans la plupart des cas, ils sont enregistrés auprès des autorités nationales. Les organisations communautaires opèrent habituellement au niveau local.	ONG Internationales ONG nationales
FU10	Banques et établissements financiers	Institution financière qui offre des services bancaires, tels que la collecte de dépôts ou l'octroi de crédit et de prêts à des personnes physiques et/ou à des petites entreprises et sociétés.	Pas de données disponibles

Il faut noter que nous n'avons pas pu avoir des données sur les autorités Régionales (FU3) et les autorités locales (FU4) au cours de cette première phase de TrackFin.

4.4.2. Les types de financement (FT)

Les types de financement (FT) représentent les flux financiers entre les unités de financement et les prestataires de services et caractérisés par leur origine et leur nature. Dans la méthodologie de TrackFin, ils sont au nombre de six, mais il est ajouté un septième type de financement FT7 pour considérer les fonds propres des prestataires réinvestis dans le secteur WASH. Le tableau suivant présente les 7 catégories des types de financement et leurs caractéristiques et sources de donnée.

Tableau 2 Classification des types de financement (FT)

Code	Catégorie	Définition	Sources des données
FT1	Tarifs des services fournis	Paiements effectués par les usagers aux prestataires de services pour l'obtention et l'utilisation du service.	JIRAMA AES
FT2	Dépenses d'auto approvisionnement des usagers	Financement fourni par les usagers pour investir dans un service ou fournir le service eux-mêmes. Les usagers qui s'auto-provisionnent paient un investissement initial préalable pour avoir accès au service (par exemple un puits, un système de production d'eau privé ou une latrine privée). Ils couvrent ensuite les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes.	Enquête Ménage (EPM) Enquête CFSVA Banque Mondiale
FT3	Transferts publics nationaux	Transferts publics aux acteurs WASH de la part des autorités publiques centrales ou locales.	MEEH MFB
FT4	Transferts publics internationaux	Dons provenant de donateurs publics extérieurs et d'organismes multilatéraux.	PTF
FT5	Contributions volontaires	Dons provenant de donateurs non gouvernementaux internationaux et nationaux, notamment d'organisations non gouvernementales (ONG).	ONG
FT6	Financements remboursables	Sources de financement provenant de sources privées ou publiques et qui doivent être remboursées.	Pas de données disponibles
FT7	Financement propre des prestataires	Fonds propres des prestataires réinvestis dans le secteur	JIRAMA

4.4.3. Les prestataires de service WASH (P)

Les prestataires de services (P) englobent tous les acteurs impliqués dans la production et la fourniture de services WASH, y compris les institutions gouvernementales qui fournissent un appui. Ils sont au nombre de 5 dans la méthodologie TrackFin. Le tableau suivant présente les 6 catégories de prestataires considérées dans cette étude TrackFin.

Tableau 3 Classification des prestataires de service WASH (P)

Code	Catégorie	Définition	Sources des données
P1	Organismes gouvernementaux	Prestataires publics, y compris les organismes publics tels que les ministères, les hôpitaux ou les écoles, ainsi que les municipalités fournissant le service en régie directe. Cela comprend les institutions gouvernementales qui fournissent des services d'appui au secteur dans des domaines tels que l'élaboration des politiques, la planification, ou la régulation.	APIPA PTF ONG
P2	Sociétés prestataires de services en réseau	Opérateurs qui possèdent et/ou exploitent des installations pour la production et de la distribution de services d'eau et d'assainissement grâce à des systèmes de réseau pour le grand public, ainsi que pour la fourniture en gros. Ces opérateurs peuvent être privés ou publics, mandatés ou indépendants, grands, moyens ou petits en taille, fournissant soit un service public soit un service pour leur propre usage en auto-provisionnement.	JIRAMA AES
P3	Sociétés prestataires de services hors réseau	Sociétés qui fournissent des biens ou des services WASH à petite échelle le long de la chaîne de valeur grâce à des systèmes hors réseau. Elles emploient généralement une main-d'œuvre peu qualifiée et demandent un investissement initial faible. Elles peuvent prendre différentes formes, allant de la coopérative à l'entreprise privée, et peuvent être formelles ou informelles.	ONG
P4	ONG et organisations communautaires	Organismes à but non lucratif qui cherchent à compléter des services publics WASH. Ils ont généralement une structure formelle et offrent des services à des usagers au-delà de leurs propres adhérents. Dans la plupart des cas, ils sont enregistrés auprès des autorités nationales. Les organisations communautaires opèrent habituellement au niveau local.	ONG
P5	Usagers en auto-provisionnement	Usagers se fournissant eux-mêmes les services. Ceux-ci peuvent être à usage domestique (ménages) ou non domestique (institutionnels, industriels ou commerciaux).	Enquête Ménage (EPM) Enquête CFSVA Banque Mondiale
P6	Bailleurs (Mis en œuvre direct)	Bailleurs de fonds travaillant directement avec des petits opérateurs locaux (En général pour les installations des services)	PTF

Au cours des collectes de données, il est constaté qu'il y a des bailleurs collaborent directement avec des opérateurs locaux et les prestations sont considérés comme des mis en œuvre direct par les bailleurs (P6).

4.4.4. Les Coûts (C)

Selon la méthodologie TrackFin, la classification TrackFin des coûts est présentée dans le tableau suivant. Les termes « coût » et « dépense » sont utilisés indifféremment dans la présente étude. Il est ajouté une 7^{ème} catégorie de coûts (C7) pour inclure les données des coûts non classés et ceux des autres sous-secteurs non considérés par cette phase (GIRE et Hygiène).

Tableau 4 Classification des Coûts (C)

Code	Catégorie	Définition	Sources des données
C1	Coûts d'investissement	Investissements initiaux correspondant à la mise en place de nouveaux services, notamment les coûts « matériels » et les dépenses d'assistance « logicielle » ponctuelles qui y sont associées.	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
C2	Coûts d'exploitation et de maintenance	Coûts d'exploitation et de maintenance courants nécessaires pour garantir le bon fonctionnement des services.	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
C3	Coûts de gros entretien	Coûts d'entretien important occasionnels destinés au renouvellement, au remplacement et à la réhabilitation d'un système et qui sont supérieurs aux coûts de réparation et de remplacement courants. Ces coûts d'entretien ont été regroupés avec les coûts d'exploitation et de maintenance (C2) pour former les Coûts de fonctionnement en C2	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
C4	Coûts financiers	Comprennent les remboursements de capital et le coût du capital (intérêts sur les prêts)	Pas de données disponibles
C5	Coûts d'appui	Comprennent les dépenses d'appui direct et indirect : • L'appui direct comprend les dépenses pour les activités d'appui pré et post-construction réservées aux parties prenantes locales • L'appui indirect comprend le coût de la planification et de l'élaboration des politiques au niveau du gouvernement.	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
C6	Impôts et taxes	Comprennent les impôts et contributions fiscales perçues auprès des prestataires de services.	Pas de données disponibles
C7	Coûts non affectés	Coûts non affectés aux codifications précédentes et ceux des autres sous-secteurs non considérés par cette phase (GIRE et Hygiène)	PTF ONG Internationales ONG nationales

4.4.5. Les services WASH (S)

Les services WASH couvrent l'ensemble des biens et services requis pour la fourniture durable de l'eau et de l'assainissement. Le tableau ci-dessous présente les différentes catégories des biens et services, les définitions et les sources des données identifiées durant cette phase de TrackFin. Les services d'hygiène (S5) et les services de gestion des ressources en eau en lien avec les services d'eau et d'assainissement (S4) ne sont pas considérés dans cette phase de TrackFin.

Au cours des collectes des données, il est souvent difficile de distinguer les financements et les dépenses sur les autres catégories non considérées dans cette phase de TrackFin. Ainsi, il est ajouté une autre catégorie (S6) dénommée « Autres services non classés ».

Tableau 5 Classification des services WASH (S)

Co de	Catégorie	Activités incluses	Définition	Sources des données
S1	Services d'alimentation en eau	S11 Alimentation en eau par réseau de distribution	<ul style="list-style-type: none"> Collecte des eaux de pluie et de l'eau provenant de différentes sources, telles que les cours d'eau, les lacs, les puits Purification de l'eau à des fins d'alimentation en eau potable, dessalement de l'eau de mer/eaux souterraines par des unités de traitement Stockage de l'eau Transport/transfert à grande échelle de l'eau via des conduites Distribution de l'eau par des conduites principales (inclus le pompage de l'eau et le transport via les réseaux d'eau locaux) Gestion des raccordements d'eau et activités d'appui aux consommateurs. 	JIRAMA AES
		S12 Alimentation basique en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Collecte des eaux de pluie et de l'eau provenant de différentes sources (cours d'eau, lacs, puits) en utilisant des pompes à main, les captages de source, des systèmes fonctionnant par gravité, la collecte d'eaux de pluie et le captage du brouillard Stockage de l'eau dans des réservoirs Distribution de l'eau par de petits systèmes de distribution (tuyaux, puits ou camions) ou des réseaux de quartier locaux typiquement avec des raccordements / points de consommation partagés Gestion des points d'accès à l'eau et activités d'appui aux consommateurs. 	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH Usagers
S2	Services d'assainissement	S21 Assainissement par le biais de systèmes de réseau	<p>Construction d'installations d'assainissement dans les foyers et les communautés et raccordement à des réseaux d'égouts principaux</p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte des eaux usées par des réseaux d'égouts étendus, notamment des collecteurs principaux, des stations de pompage des eaux usées, et des conduites d'évacuation Traitement et élimination des eaux usées, y compris l'élimination des boues résiduaires. 	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
		S22 Assainissement de base	<p>Promotion de l'assainissement, notamment promotion de la demande et commercialisation de l'assainissement (promotion de l'hygiène non comprise si elle peut être ventilée à part)</p> <ul style="list-style-type: none"> Construction d'installations d'assainissement de base dans les foyers et les communautés (latrines, fosses septiques) Collecte et transport des boues provenant des installations individuelles (services de vidange et de nettoyage des fosses) Traitement et élimination des boues par des installations de traitement des boues fécales. 	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
S3	Services d'appui au secteur WASH		<p>Politique et gouvernance dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration des politiques du secteur Législation : définition et application des normes liées à l'eau potable et aux rejets pour les eaux usées municipales Régulation des activités liées à l'alimentation en eau potable et à l'assainissement, et des prestataires de services Planification du secteur, y compris l'estimation des besoins financiers futurs du secteur Gestion des programmes d'eau et d'assainissement Renforcement des capacités dans le secteur de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement 	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
S4	Gestion des ressources en eau			Non concerné pour cette phase
S5	Services d'hygiène			Non concerné pour cette phase
S6	Autres Services non classés		Tous les services de Gestion des ressources en eau, de l'hygiène intégrés dans les services de l'alimentation en eau et de l'assainissement	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH

4.4.6. Les zones de services (A)

Dans la méthodologie TrackFin, les comptes WASH considèrent les répartitions des coûts et des dépenses selon les zones urbaines et rurales. La classification « central » (A3) correspond, en général, aux dépenses et coûts liés aux services d'appui au secteur au niveau national. La catégorie « zones non définies » (A4) correspond aux coûts et dépenses qui couvrent en même temps les zones urbaines et rurales dans les zones d'intervention.

Tableau 6 Classification des zones de services (A)

Code	Catégorie	Sources des données
A1	Zone urbaine	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
A2	Zone rurale	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH Enquête Ménage (EPM) Enquête CFSVA Banque Mondiale
A3	Central	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH
A4	Zone non défini	PTF ONG Internationales ONG nationales MEEH

4.4.7. Les Régions administratives de Madagascar (R)

Madagascar est officiellement découpée en 22 Régions administratives. Dans les comptes WASH, les dépenses du secteur WASH sont réparties sur les 22 Régions. Une catégorie « central » est ajoutée pour les dépenses au niveau national et les données difficilement affectées sont classées dans « non définie ». La figure suivante présente ce découpage.

Figure 5: Les Régions administratives de Madagascar



4.4.8. Les Usages des services WASH (U)

Selon la méthodologie TrackFin, les types d'usages des biens et services des comptes WASH sont classés en 4 catégories présentées dans le tableau suivant.

Tableau 7 Classification des usages des services WASH (U)

Code	Catégorie	Définition	Sources des données
U1	Usage domestique des services fournis	Consommation des ménages par le biais de prestataires de services, payés par un tarif. Comprend l'alimentation en eau pour les ménages raccordés au réseau d'eau et/ou d'égouts, mais aussi l'eau provenant d'une borne publique ou obtenue par d'autres prestataires tels que des camions-citernes.	JIRAMA AES
U2	Usage domestique des services en auto-provisionnement	Consommation des ménages de services d'eau et d'assainissement en auto-provisionnement. Les utilisateurs paient un investissement initial préalable (pour un puits ou une latrine privée) pour l'accès au service, puis couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes.	Enquête Ménage (EPM) Enquête CFSVA Banque Mondiale
U3	Usage non domestique des services fournis	Consommation par des usagers de services à usage non domestique par l'achat d'eau et d'assainissement auprès d'un prestataire de service. Cela inclut des usagers institutionnels (organismes gouvernementaux tels que les ministères, les hôpitaux, les écoles), des organisations bénévoles telles que les ONG et les organisations communautaires, les fondations et les usagers industriels et commerciaux. Les prestataires de services sont payés par un tarif.	JIRAMA
U4	Usage non domestique des services en auto-provisionnement	Consommation par les usagers de services d'eau et d'assainissement à usage non domestique, en auto-provisionnement. Cela inclut des usagers institutionnels tels que les organismes gouvernementaux (ministères, hôpitaux, écoles), des organismes bénévoles tels que les ONG et les organisations communautaires, les fondations et des utilisateurs industriels et commerciaux. Les usagers font un investissement initial préalable pour l'accès au service et couvrent les coûts d'exploitation et de maintenance eux-mêmes.	Pas de données disponibles

Il faut noter que seule la JIRAMA dispose des données désagrégées des tarifs payés par les usagers. Au niveau de l'AES, tous les tarifs payés par les usagers sont considérés comme des usages domestiques. Les données sur les usages domestiques des services en auto approvisionnement sont estimées à partir des enquêtes EPM, CFSVA et des données de la population de la Banque Mondiale.

4.5. Principales considérations méthodologiques

4.5.1. Démarche générale

La mise en œuvre de TrackFin à Madagascar a suivi la méthodologie proposée dans le document d'orientation de l'Initiative TrackFin du projet GLAAS (ONU-EAU) qui prévoit trois grandes étapes :

Figure 6: Les phases de mise en œuvre du processus TrackFin à Madagascar

Etapes	Principales réalisations	
1. Lancement	1.1. Mobiliser un soutien politique pour les comptes WASH	Communication gouvernementale
	1.2. Créer pour les comptes WASH une équipe solide soutenue par des institutions	Réunion technique des parties prenantes du secteur WASH
	1.3. Définir la portée des comptes WASH et les grandes questions de politique générale	Atelier de cadrage
	1.4. Identifier les besoins de données et planifier les travaux	Atelier de lancement officiel
2. Collecte des données	2.1. Définir quels services relèvent du secteur	3 Réunions des Comités Noyaux et Technique
	2.2. Cartographier les systèmes de prestations de services et les flux financiers	Validation de la méthodologie
	2.3. Collecter des données sur les flux financiers	3 Réunions des Comités Noyau et Technique Bilan et discussion sur les données
3. Analyse des données et établissement de rapports	3.1. Établir les comptes WASH et les indicateurs connexes	Réunion du Comité Technique pour la présentation des comptes WASH
	3.2. Rédiger le rapport sur les comptes WASH	Réunion de validation du rapport
	3.3. Diffuser les résultats aux décideurs	Atelier de diffusion des résultats
Préparation de la prochaine étape des travaux sur les comptes WASH		

4.5.2. Cartographie des flux financiers pour les services WASH

Selon la méthodologie TrackFin, il est primordial d'identifier les principaux acteurs du secteur WASH et les flux financiers circulant entre eux. Les figures présentent les flux entre les principaux acteurs des services considérés (eau potable, assainissement liquide et appui institutionnel) dans cette première phase de TrackFin Madagascar. En d'autres termes, elles présentent la façon dont le secteur est organisé et financé en montrant la manière dont l'argent circule entre les différents acteurs.

Dans chaque figure, on trouve :

- Les catégories d'acteurs : les unités de financement, les fournisseurs de service et les destinataires finaux des flux.
- Les circuits des flux : transferts internationaux, transferts nationaux et dépenses des usagers
- Les niveaux de transactions : international, national et local

La figure suivante présente la cartographie de l'eau potable à Madagascar. Elle montre que les sources de financements de l'eau potable proviennent des bailleurs et ONG, de l'Etat par l'intermédiaire du Ministère des Finances et du Budget et des usagers. Il faut noter l'existence des financements étrangers qui transitent par les Ministères des Finances et du Budget puis par le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures. Les usagers peuvent être classés en 5 catégories : les abonnés de la JIRAMA et de l'AES, les usagers des bornes-fontaines, les membres des associations pour l'eau potable en milieu rural et les usagers en auto approvisionnement.

Figure 7 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'eau potable

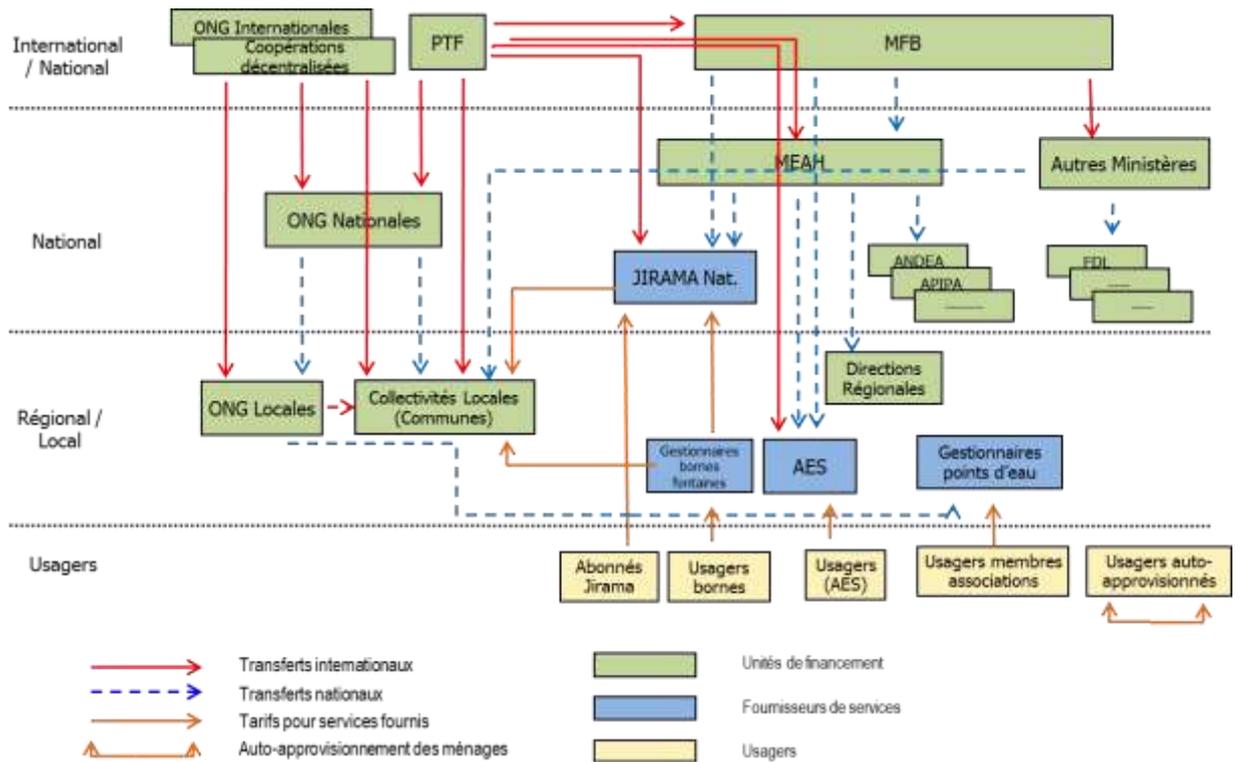
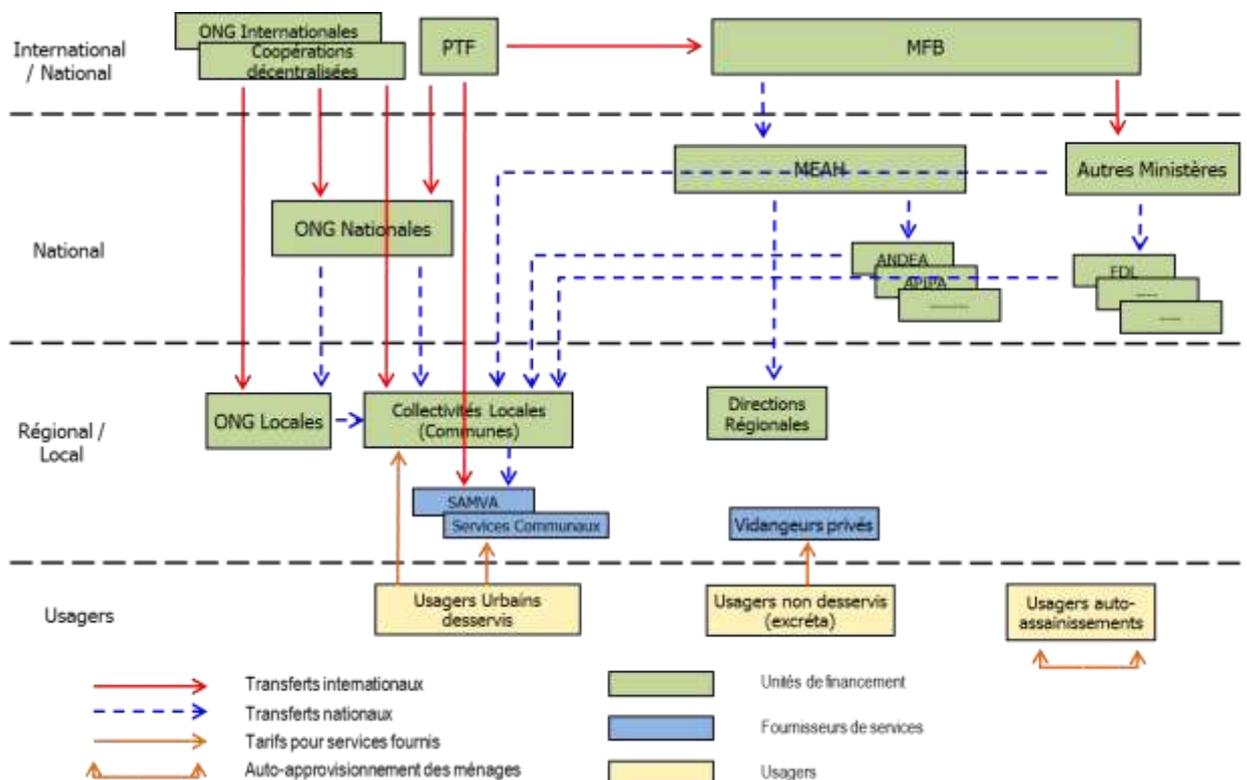


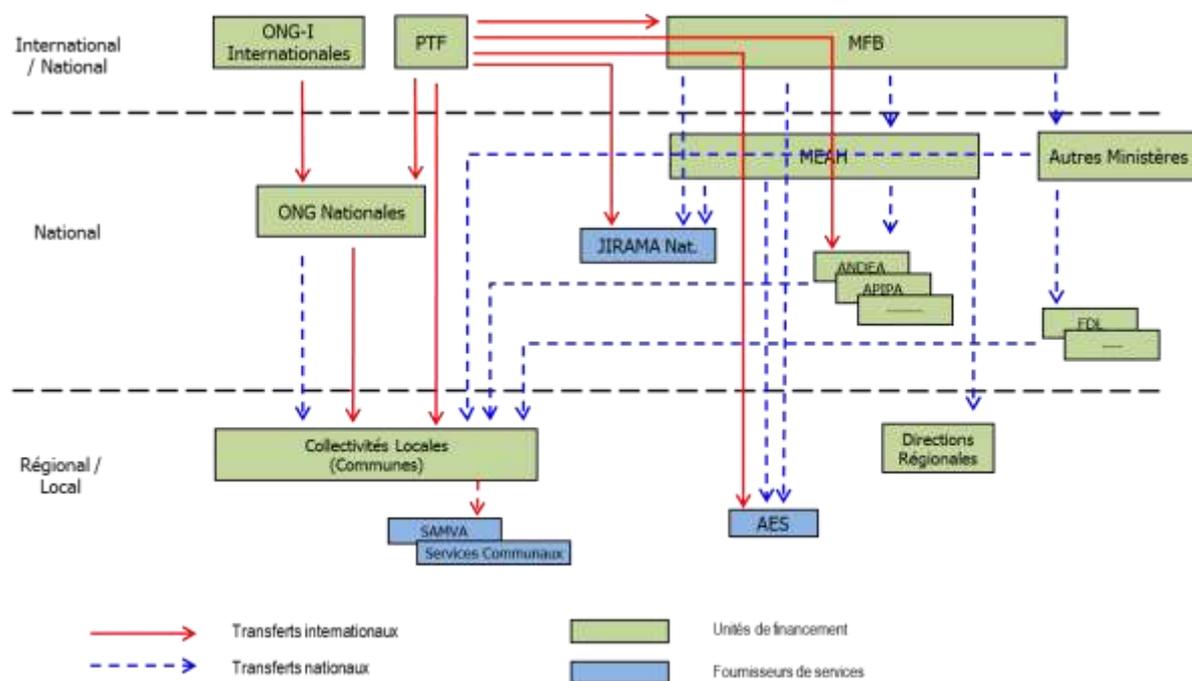
Figure 8 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'assainissement liquide



Pour l'assainissement des déchets liquides, la figure ci-dessus montre les sources de financement sont les mêmes que pour l'eau potable tandis que les fournisseurs de service sont limités et il n'y a que trois types d'usagers.

La figure ci-dessous présente la cartographie du service « appui institutionnel ». Les sources de financement proviennent surtout des bailleurs, des ONG et de l'Etat. Les usagers ne contribuent pas au financement de ce service.

Figure 9 : Cartographie des acteurs et des flux financiers pour l'appui institutionnel



Ces cartographies pourront être remises à jour au terme de la première phase afin de prendre en compte tous les nouveaux acteurs et nouveaux mécanismes de financement du secteur.

4.5.3. Sources et analyse des données collectées

Sur la base des cartographies des flux des trois services WASH considérés dans cette première phase de TrackFin, plusieurs sources de données ont pu être identifiées. Certaines sources couvrent plusieurs unités de financement et types de financement. Dans certains cas, il a été nécessaire d'utiliser plusieurs sources pour croiser et/ou compléter les données sur les flux financiers. L'identification des acteurs clés a été réalisée à partir de la base de données du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (SESAM), du Secrétariat Technique Permanent de Coordination des Aides (STPCA). La collecte des données se fait soit par un canevas / questionnaire rempli soit par des données brutes fournies par chaque acteur.

Les sources de données pour les usagers (FU1)

Selon le type de financement, trois principales sources de données ont été utilisées pour estimer les contributions des usagers dans le secteur :

- Les données de la JIRAMA pour les services fournis en réseau (eau potable au niveau national). Les données de la JIRAMA sont des données primaires et désagrégées par (1) catégorie d'usagers (usagers domestiques, usagers des bornes-fontaines, gros consommateurs, Collectivités et administrations) et (2) par Région à partir des détails par centre. L'utilisation de ces contributions des usagers est bien répartie entre coûts d'investissement (C1) et coûts d'exploitation et maintenance (C2). Il faut noter que les

réseaux d'adduction d'eau potable de la JIRAMA couvrent, d'une manière générale, les zones urbaines. Les données fournies sont donc directement intégrées dans les comptes WASH sur les services S11.

- Les données de l'AES pour l'approvisionnement en eau potable en réseau dans le Sud. L'AES couvre seulement la Région d'Androy, essentiellement rurale. Les données de l'AES ne distinguent pas les différentes catégories d'usagers. La seule différenciation disponible concerne les usages domestiques et les bornes-fontaines.
- Les données des ménages en auto approvisionnement. Les seules données disponibles sur les dépenses des ménages en auto approvisionnement proviennent de l'étude CFSVA (*Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*) financée par le PAM et l'UNICEF en 2010. Cette étude couvre seulement le milieu rural et ne concerne que les dépenses en eau potable. Les contributions des ménages en auto approvisionnement ont été estimées à partir de cette enquête extrapolées avec les données des structures des populations de l'enquête EPM 2010 de l'INSTAT et de la projection des populations de la Banque mondiale.

Il faut noter que les données sur les dépenses des ménages sur l'assainissement ne sont pas disponibles.

Les sources de données pour les Autorités Nationales, Régionales et Locales (FU2, FU3 et FU4)

Les données pour les autorités nationales proviennent essentiellement (1) du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures (MEEH) à partir des documents de performances trimestriels et (2) du Ministère des Finances et du Budget (MFB) à partir des données des lois de règlement et des extraits du Système Intégré d'Information et de Gestion des Finances Publiques (SIIGFP).

Le SIIGFP couvre l'ensemble des données financières de l'Etat, y compris les financements des bailleurs de fonds, avec un très bon niveau de désagrégation par sous-secteur et par type de coûts (investissement et fonctionnement). Par contre, il a été difficile de distinguer les dépenses de l'Etat entre le milieu rural et le milieu urbain et par Région. Seules les dépenses bien définies par zone et par Région ont été classées, d'où les fortes proportions des catégories non définies. Les transferts publics nationaux (FT3) vers les prestataires de services publics (JIRAMA, AES, APIPA, etc.) sont bien différenciés dans les données du SIIGFP et des rapports du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures.

Les données provenant du Ministère des Finances et du Budget ont été recoupées et complétées avec les données du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures. En effet, il existe des projets financés directement par des bailleurs et des ONG internationales sans passer le MFB. Ces financements ont été retrouvés dans les rapports du Ministère.

Il est à noter que les données financières sur le secteur WASH des Autorités Régionales et Locales ne sont pas disponibles. Les transferts publics nationaux vers ces autorités au niveau du SIIGFP ne distinguent pas le secteur WASH et les variabilités des destinations des transferts ne permettent pas d'estimer une clé de répartition.

Les sources de données pour les Fournisseurs de services (FU5 et FU6)

Dans cette phase de l'étude TrackFin, les seules données disponibles concernant les services en réseau d'eau potable proviennent de la JIRAMA et de l'AES.

- La JIRAMA, la société nationale de l'eau, est en charge de la distribution de l'eau dans 65 sur les 232 communes urbaines de Madagascar. Les données fournies par la JIRAMA sont très détaillées et bien désagrégées. Les sources de financement de la JIRAMA proviennent

essentiellement des tarifs payés par les usagers sur les consommations et les branchements sur les réseaux de distribution. Les comptes administratifs de la JIRAMA ont permis de distinguer ces dépenses en investissement et en fonctionnement et de constater un apport en fonds propres classé en FT7.

- L'AES est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) rattaché au Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures. Il a été créé pour résoudre les problèmes de manque d'eau dans le Sud. L'AES assure l'approvisionnement en eau potable des Chefs-lieux des communes de la Région Androy via un pipe-line de 142 km et par camions-citernes dans les zones périphériques. Les données fournies par l'AES sont assez détaillées et ont permis de les classer dans les comptes WASH.

A Madagascar, il existe beaucoup de petits fournisseurs de services hors réseau (FU6) en matière d'eau potable et d'assainissement (surtout sur les boues de vidanges), mais les données ne sont pas disponibles pour permettre de faire des estimations.

Il est à noter que l'APIPA (Autorité pour la Protection contre les Inondations de la Plaine d'Antananarivo) a reçu un financement de l'Union Européenne pour des travaux d'urgence de maintenance des infrastructures du système de drainage de la ville d'Antananarivo et a joué le rôle de prestataire de service. Les données fournies par l'APIPA sont complètes et bien désagrégées pour les comptes WASH.

Les sources de données pour les Bailleurs de fonds (FU8)

Le Secrétariat Technique Permanent de Coordination des Aides (STPCA), rattaché au niveau de la primature, dispose d'une base de données sur les financements extérieurs. Cette base de données a permis d'identifier toutes les sources de financement du secteur eau et assainissement. Entre 2013 et 2015, 85 projets du sous-secteur eau et assainissement ont été recensés dans cette base de données. Il faut noter que les informations au niveau du STPCA sont fournies sur la base de volontariat par les Partenaires Techniques et Financiers. Un questionnaire / canevas TrackFin prérempli à partir de cette base a été envoyé à chaque bailleur. La liste des bailleurs, destinataires du canevas, a été complétée à partir des bases de données du Ministère. Au cours de cette étude, 6 bailleurs de fonds ont répondu aux canevas pour 13 projets financés.

Par ailleurs, le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures est l'agence d'exécution des projets financés par des bailleurs et qui transitent par le Ministère des Finances et du Budget dans le cadre des accords multilatéraux et bilatéraux. Les données financières de ces financements sont disponibles au niveau du Ministère et sont bien détaillées.

Dans certains canevas reçus provenant des bailleurs, les détails des désagrégations ne sont pas disponibles à leur niveau. Ainsi, les canevas sont réenvoyés chez les agences de mise en œuvre ou les agences d'exécution (ONG nationales) pour avoir les désagrégations selon les besoins de TrackFin. Cette démarche a permis de recouper et compléter les données des bailleurs.

Les sources de données pour les ONG (FU9)

Le STPCA dispose, dans sa base de données, une liste des ONG internationales qui interviennent dans le secteur eau et assainissement. Comme pour les bailleurs, un questionnaire /canevas TrackFin pré rempli a été envoyé à chaque ONG internationale. La liste des ONG internationales et nationales a été complétée avec la liste disponible au niveau du Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures.

D'une manière générale, les données des canevas reçus des ONG sont complètes et détaillées et ont permis d'élaborer les comptes WASH. Au cours de cette première phase, 25 canevas provenant de 15 principales ONG internationales et nationales ont été retenus. D'autres canevas reçus des ONG nationales ne sont pas retenus pour éviter les doublons. Ces canevas proviennent des ONG nationales en tant qu'agence d'exécution des bailleurs ou des ONG internationales.

Il faut noter que le questionnaire/canevas est structuré en deux grands volets : les détails des financements (sources de financement) et les désagréments des dépenses par sous-secteur, par Région, par zone et par type de coût. Par ailleurs, pour vérifier les cohérences et faciliter le remplissage par les répondants, il a été demandé de remplir un canevas par projet.

4.5.4. Estimation des données manquantes

Cette première phase de l'étude TrackFin a permis d'obtenir un aperçu détaillé des données disponibles auprès des principaux acteurs du secteur WASH à Madagascar. Il est constaté qu'il y a des données manquantes sur les périmètres étudiés et qu'il faut rechercher et compléter lors de la deuxième phase. La disponibilité des données du BPOR permettra d'identifier les autres acteurs nationaux non encore identifiés.

Les principales données manquantes

Au cours de cette phase, certaines informations financières sur le secteur WASH ont été identifiées, mais les informations financières n'ont pu être obtenues. On citera en particulier :

- **Le Programme Solidarité EAU** dispose d'une base de données mentionnant les actions sur le secteur WASH dans 77 localités de Madagascar entre 2013 et 2015. Ce sont en général des coopérations décentralisées et les informations financières ne sont pas disponibles auprès des agences d'exécution à Madagascar. Les données sont présentées sous forme d'atlas et les données disponibles concernent seulement les montants globaux du projet et les localités. Selon les quelques agences d'exécution contactées, il est probable que ces montants ne correspondent pas toujours aux dépenses réelles investies à Madagascar. Il est recommandé d'approfondir cette piste lors de la phase suivante.
- Dans la base de données du **Secrétariat Technique Permanent de Coordination des Aides (STPCA)**, les autres projets non classés dans le secteur « eau et assainissement » pourraient contenir des actions sur l'eau potable ou de l'assainissement, mais il est difficile de les distinguer dans la base.
- **Les institutions bancaires et financières** contactées au cours de phase ne disposent pas de données sur les crédits octroyés spécifiques sur le secteur WASH. Il est possible que des opérateurs contractent des crédits pour des forages ou pour l'assainissement, mais les informations disponibles concernent l'ensemble des projets.
- Au niveau de la **Direction de la Dette Publique** du Ministère des Finances et du Budget, les données sur les remboursements des dettes sur le secteur WASH n'ont pu être obtenues de manière détaillées. En effet, les informations disponibles concernent les remboursements par bailleurs et n'ont pu être désagrégés par sous-secteur.
- **Le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE** dispose d'une base de données détaillée des volumes, des origines, des types d'aide et des flux de ressources à destination de Madagascar. Les informations couvrent les aides publiques au Développement (APD), les autres flux officiels (OOF) et les financements privés.

Les données à vérifier et à compléter

Dans les informations recueillies au cours de cette phase, certaines données nécessitent des vérifications et des précisions. On peut citer :

- **Les dépenses des ménages en auto-provisionnement** ont été estimées à partir des données assez anciennes disponibles à partir de l'étude CFSVA combinées avec les données statistiques de l'INSTAT et de la Banque mondiale. Il est souhaitable que ces données soient complétées avec les données du BPOR en cours de finalisation actuellement. Dans les prochaines phases de l'étude TrackFin, il est souhaitable de collaborer avec l'INSTAT dans le cadre des prochaines enquêtes auprès des ménages (EPM) pour avoir des données représentatives nationales sur le secteur WASH.
- **Les canevas Bailleurs et ONG** recueillis ne couvrent pas l'ensemble des financements du secteur WASH. Il est important d'améliorer l'inventaire des acteurs (à partir de BPOR) et les collectes des données pour couvrir tous les acteurs déjà identifiés en particulier pour les actions dans la base de données du PSEAU.

5. Présentation et analyse des résultats

Les présentations des résultats de l'étude TrackFin dans ce document suivent les recommandations du document d'orientation de l'initiative TrackFin du projet GLAAS (ONU-EAU) et permettront de répondre aux questions essentielles de la méthodologie. Il faut noter que ces dépenses totales ne couvrent que les périmètres étudiés dans cette première phase et seulement avec les données disponibles.

5.1. Répartition des dépenses dans le secteur WASH

5.1.1. Les dépenses totales du secteur WASH

Le résultat des analyses des données collectées montre une croissance des dépenses totales du secteur WASH de 117 milliards d'Ariary (MGA) en 2013 à 174 milliards MGA en 2014. Cette nette augmentation de 49% est due à la reprise des financements des ONG (contributions volontaires) après la crise socio politique de 2009. Entre 2014 et 2015, les dépenses totales ont connu un léger tassement (-3%) passant de 174 milliards à 168 milliards MGA. En dollars US, cette diminution est plus accentuée (-20%) à cause de la dévaluation de l'Ariary.

Tableau 8 : Dépenses totales du secteur WASH

	2013	2014	2015
Dépenses Totales WASH (En millier d'Ariary)	116 818 242	173 632 571	167 862 015
<i>(En USD)</i>	52 932 843	71 903 152	57 222 273
Dépenses totales par Habitant (En millier d'Ariary)	5,09	7,36	6,93
<i>(En USD)</i>	2,31	3,05	2,36
Dépenses totales du secteur WASH en % du PIB	0,50%	0,67%	0,59%
Dépenses totales du secteur Santé en % du PIB <i>(d'après Global Health Expenditure Database)</i>	4,04%	4,88%	5,24%

Les dépenses totales par habitant sont passées de 5000 MGA en 2013 à autour de 7000 MGA en 2014 et 2015. A cause de la croissance démographique et de la dévaluation de l'Ariary, les dépenses totales par habitant connaissent une diminution de 23% entre 2014 et 2015.

Les dépenses totales par habitant pour l'eau potable et l'assainissement, qui se situent entre 2,31 et 3,05 US\$ par habitant, sont bien inférieures à ce qui est en cours dans d'autres pays qui ont conduit TrackFin. En effet, les dépenses par habitant se situent autour de 10 US\$ au Burkina Faso, 14 US\$ au Mali, 38 US\$ au Ghana, 69 US\$ au Maroc et 137 US\$ au Brésil. Cependant, ces différences sont à modérer du fait que toutes les dépenses n'ont pu être estimées lors de la première phase.

Tableau 9 : Dépenses totales dans le secteur WASH pour 5 pays TrackFin ¹

	Brésil (2012)	Maroc (2011)	Ghana (2014)	Burkina Faso (2015)	Mali (2015)
Dépenses totales du secteur WASH (en millions de US \$)	26 911	2 219	1 042	326	244
Dépenses totales du secteur WASH par habitant (US \$ par habitant)	137	69	38	12	14
Dépenses totales du secteur WASH par habitant (en % du PIB)	1,2 %	2,2 %	3,31 %	1,61%	1,68%
Dépenses totales de santé en % du PIB <i>(D'après : Global Health Expenditure Database)</i>	9,3 %	6,3 %	6 %	4,96%	5,8%

Par rapport au PIB et au secteur de la santé, les dépenses totales du secteur WASH se situent entre 0.5 et 0.6% du PIB contre 4 à 5% pour le secteur santé d'après Global Health Expenditure Database. Il est cependant important de considérer que ces dépenses par PIB proviennent seulement des données

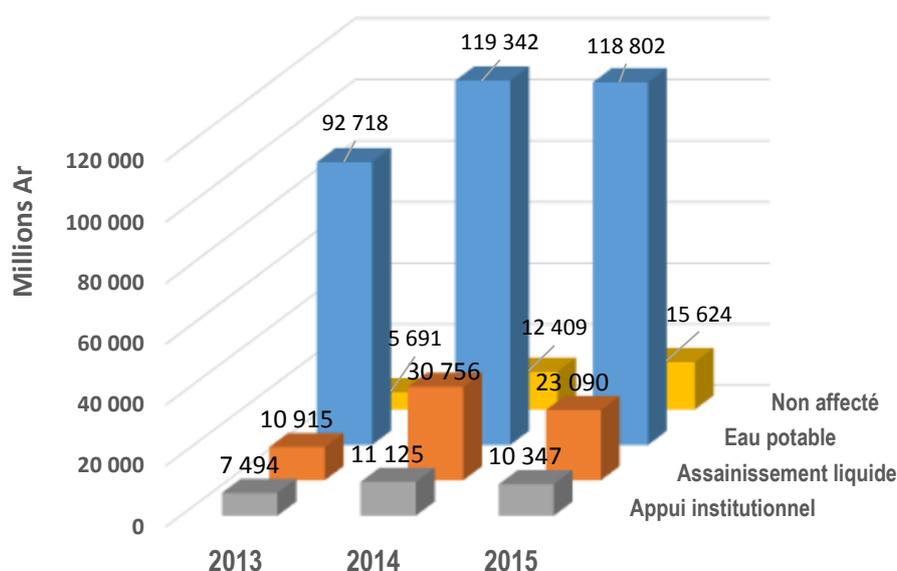
¹ Les données présentées portent sur la dernière année disponible.

disponibles pendant cette phase. Compte tenu des données manquantes mentionnées auparavant, ces résultats pourraient être sous-estimés et il faut les améliorer lors des prochaines phases.

5.1.2. Les dépenses WASH par sous-secteur

La figure 8 ci-dessous montre la répartition et l'évolution des dépenses WASH par sous-secteur. Les dépenses en eau potable représentent 71% des dépenses totales et connaissent une forte croissance en 2014 puis un léger tassement en 2015.

Figure 10 : Les dépenses WASH par sous-secteur

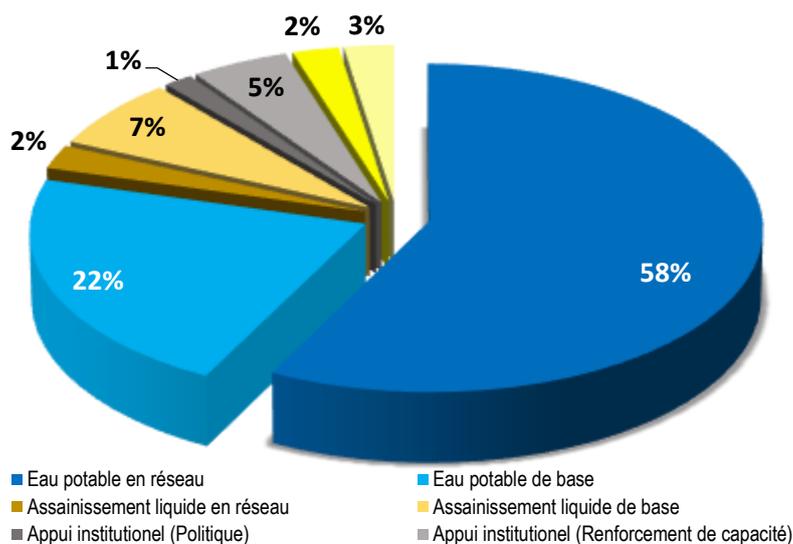


Le sous-secteur assainissement occupe la deuxième place des dépenses du secteur WASH avec une forte croissance en 2014 suivi d'une importante baisse en 2015. Les dépenses de l'appui institutionnel se situent aux alentours de 6% au cours des trois années d'étude.

La figure montre aussi qu'une part importante des données n'a pu être classée. Elles correspondent à des dépenses des autres sous-secteurs non pris en compte pendant cette phase de l'étude.

La figure ci-dessous, présentant les répartitions les différents services, montre que les dépenses en eau potable des services en réseau (JIRAMA et AES) sont 2.6 fois supérieures aux services de base. Les assainissements de base sont presque 3 fois supérieurs à l'assainissement en réseau. Les appuis institutionnels concernent surtout les renforcements des capacités qui sont 3 fois plus que les aspects de politique.

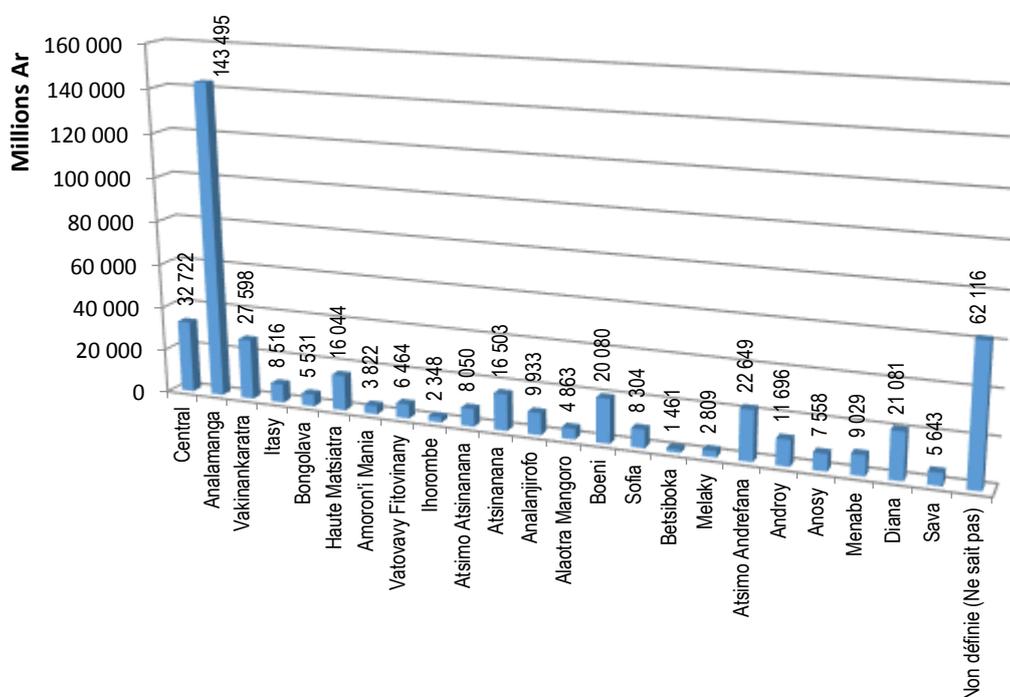
Figure 11: Répartition des dépenses par type de service



5.1.3. La répartition géographique des dépenses WASH

La figure 9 suivante présente la répartition des dépenses par Région de 2013 à 2015. Elle montre une grande disparité régionale. Les dépenses de la Région d’Analamanga représentent 29%. Une part importante des données disponibles n’ont pu être affectées dans cette classification géographique. Cependant, une analyse plus fine s’avère nécessaire de manière à refléter la taille des populations concernées.

Figure 12 : Répartition des dépenses par Région et par sous-secteur

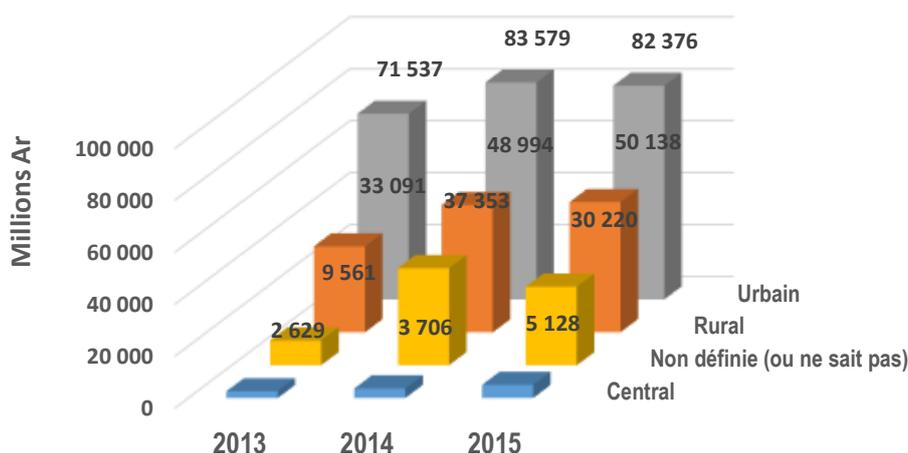


La Région d’Analamanga bénéficie 31% de l’ensemble des dépenses. Les dépenses au niveau central sont également importantes à cause du budget affecté dans l’administration centrale. Une part importante des données n’a pu être affectée.

5.1.4. Les dépenses WASH par zone

L'analyse des dépenses par zone montre que la moitié des dépenses du secteur concerne le milieu urbain (49%) et atteignent le pic de 61% en 2014. La proportion des dépenses en milieu rural reste autour de 30% même si elles ont augmenté au cours de ces 3 années d'étude. Le niveau des dépenses non définies est élevé à cause de la difficulté à désagréger certaines données disponibles en particulier celles de la JIRAMA.

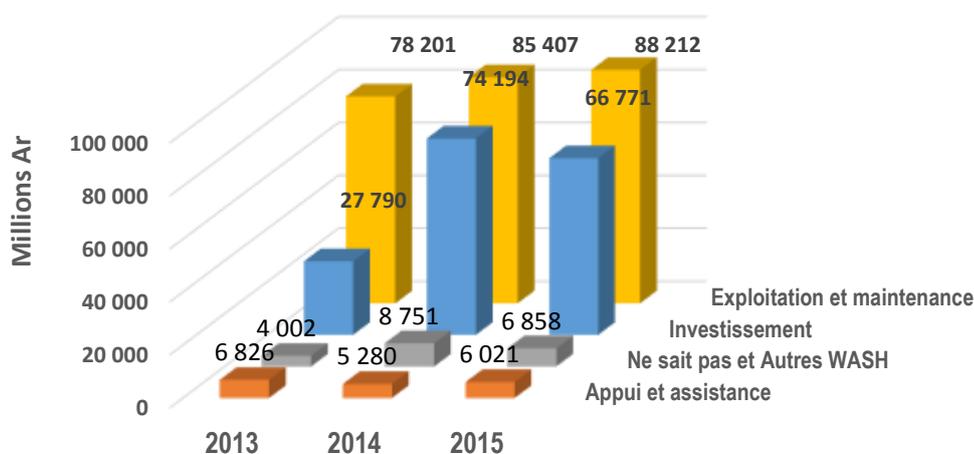
Figure 13 : Evolution et répartition des dépenses par zone



5.1.5. Les dépenses par type de coûts

La figure suivante montre l'évolution de chaque type de coût entre 2013 et 2015. Les coûts de fonctionnement (exploitation et maintenance) ont augmenté au cours des trois années et représentent plus de la moitié des dépenses, avec un pic de 67% en 2013. Les investissements ont augmenté sur la période avec un pic en 2014 puis une baisse relative en 2015. L'appui et assistance ne représente qu'autour de 4% des dépenses totales.

Figure 14 : Evolution et répartition des dépenses par type de coûts



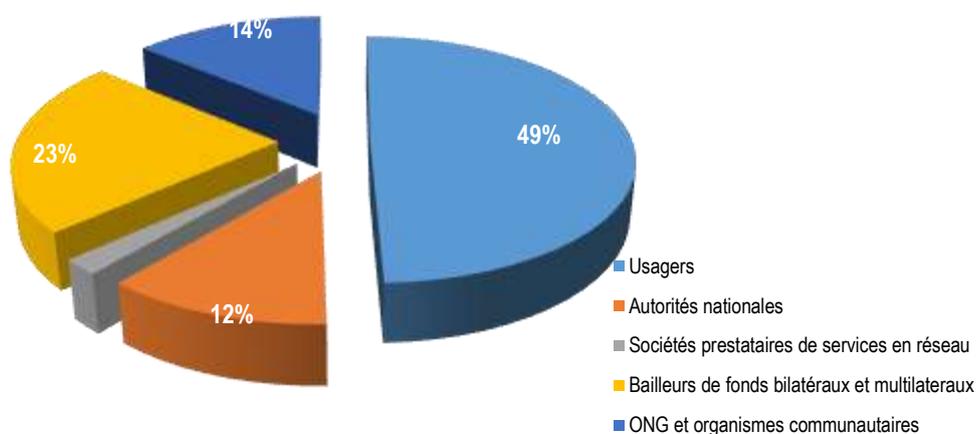
5.2. Les financements des services WASH

5.2.1. Les financements du secteur par unités de financement

La figure ci-dessous montre la répartition des financements par unité. La moitié du financement du secteur WASH est assurée par les contributions des usagers en particulier à travers les tarifs payés auprès des fournisseurs de services en eau potable en réseau (82%). Il est à noter que les données sur les contributions des ménages dans l'assainissement sont incomplètes.

Les bailleurs de fonds apportent près du quart des financements du secteur WASH et les ONG jouent un rôle important en apportant 14% des financements. La contribution de l'Etat au financement du secteur WASH se situe aux alentours de 11%.

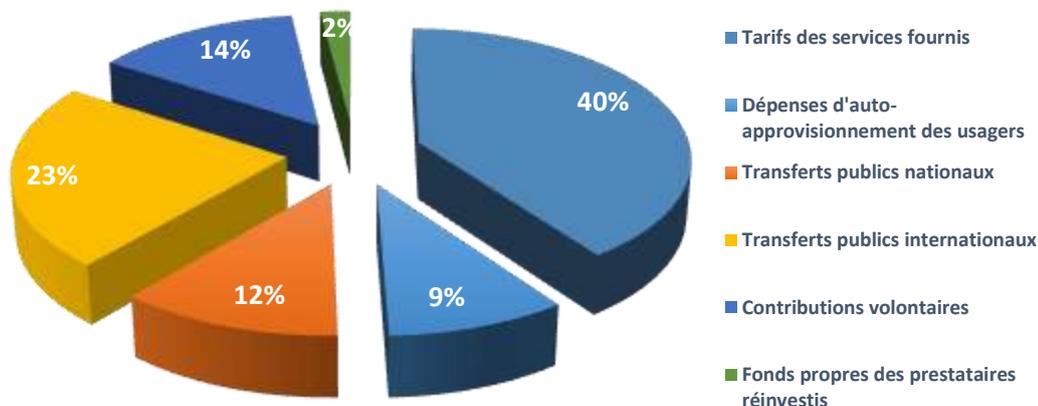
Figure 15 : Les financements du secteur par unité de financement



5.2.2. Les financements du secteur WASH par type de financement

La répartition des financements par type entre 2013 et 2015 est présentée dans la figure ci-dessous. Par rapport aux données disponibles, les tarifs des services fournis en eau potable en réseau représentent 40% des financements du secteur.

Figure 16 : Les financements du secteur par type de financement



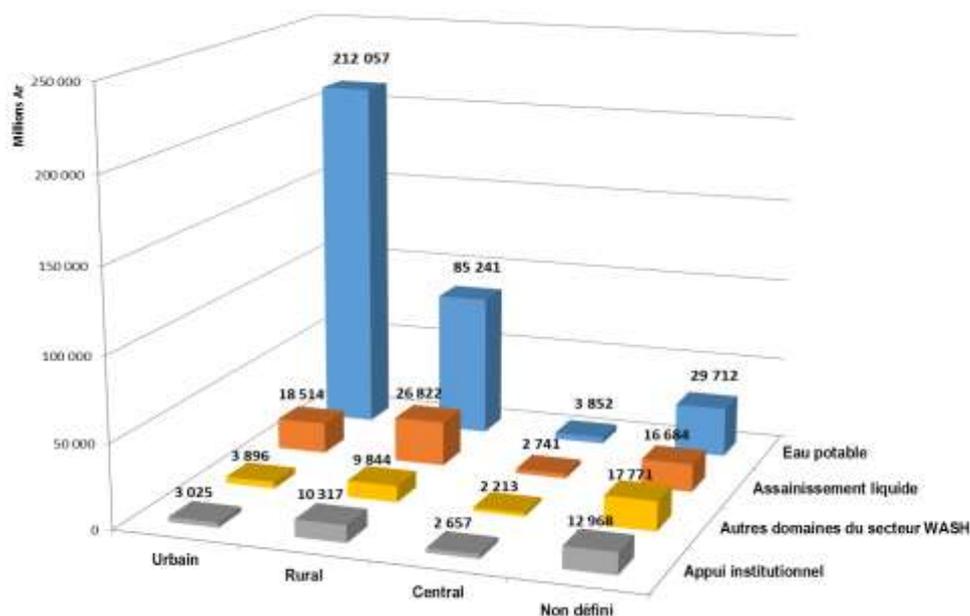
5.3. Les comptes WASH

Dans la méthodologie TrackFin, un certain nombre de tableaux des comptes WASH sont recommandés. Ces tableaux présentent les informations obtenues dans un format qui peut être facilement compris et utilisé par les décideurs politiques. Des indicateurs comparables entre eux peuvent être obtenus à partir de ces tableaux.

5.3.1. Les dépenses WASH par principal service et zone de service (CW1)

La figure suivante présente les dépenses totales par type de service WASH et par zone de service. Elle indique « **quels services pour chaque milieu ?** » Il est constaté que presque la moitié des dépenses (46%) du secteur concerne l'eau potable en milieu urbain suivi de l'eau potable en milieu rural (19%). Dans le domaine de l'assainissement liquide, 41% des dépenses sont en milieu rural.

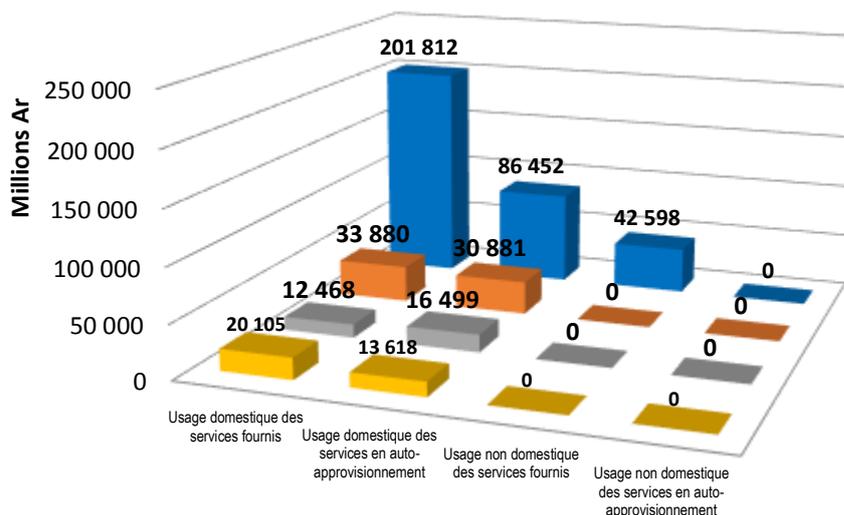
Figure 17 :CW1 (SxA) Dépenses WASH par principal service et zone de service



5.3.2. Les dépenses WASH par type de service et type d'usage (CW2)

La figure suivante présente les dépenses des unités de financements pour les différents types de service et les usages WASH. Elle indique « **quels services pour chaque usage ?** ». Elle montre que la majorité des dépenses du secteur concerne les usages domestiques. Pour l'assainissement liquide, les dépenses en services fournis et en auto approvisionnement sont sensiblement les mêmes.

Figure 18 : CW2 (SxU) Dépenses WASH par type de service et type d'usage

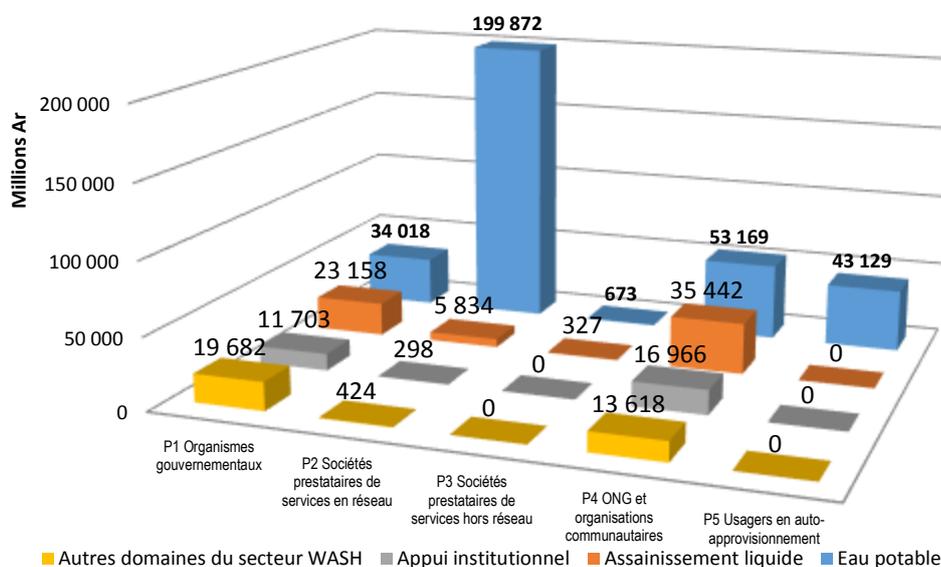


■ Autres domaines du secteur WASH ■ Appui institutionnel ■ Assainissement liquide ■ Eau potable

5.3.3. Les dépenses WASH par type de prestataire et type de service (CW3)

La figure suivante présente les dépenses des prestataires de service pour les différents types de services WASH. Elle indique « **qui fournit quoi ?** ». Vu la place des contributions des financements des usagers en eau potable, les prestataires de service en réseau tiennent la première place. Les ONG et l'Etat assurent respectivement 55% et 36% des dépenses en assainissement liquide.

Figure 19 : CW3 (SxP) Dépenses WASH par type de prestataire et type de service



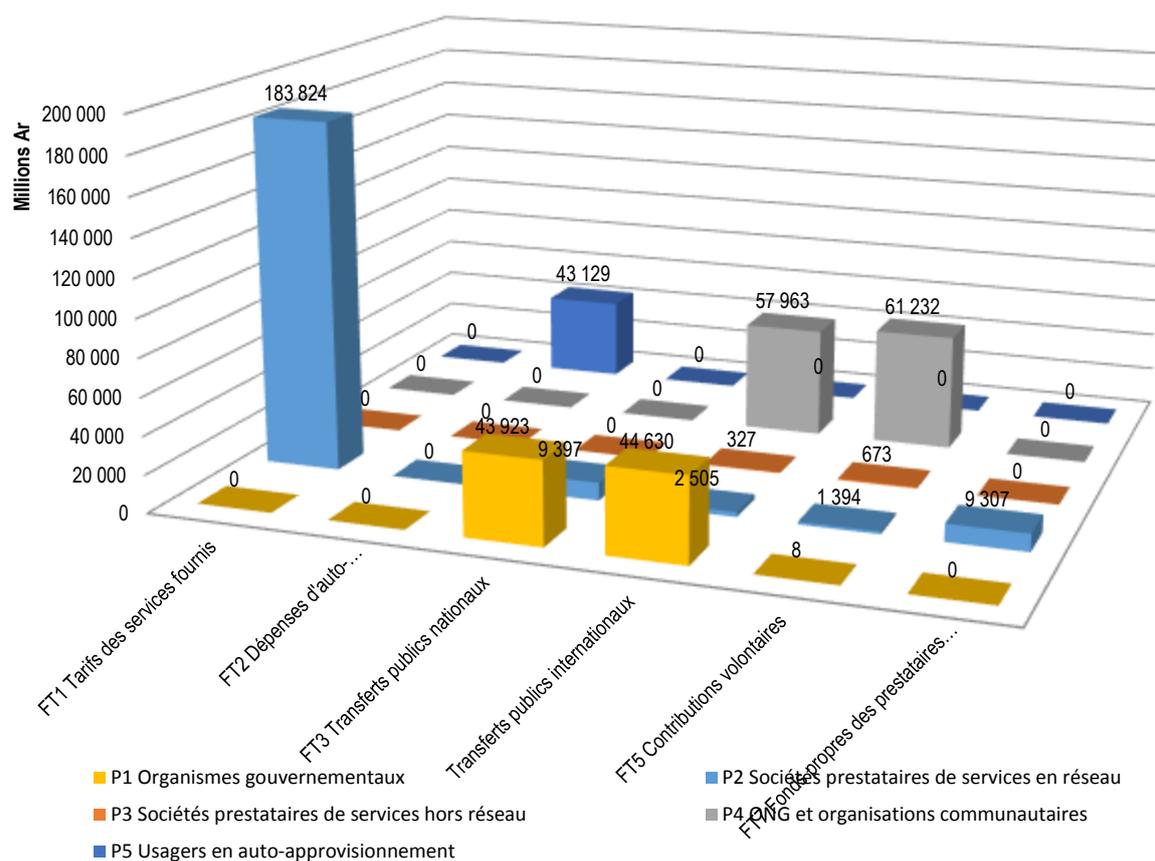
■ Autres domaines du secteur WASH ■ Appui institutionnel ■ Assainissement liquide ■ Eau potable

5.3.4. Les dépenses WASH par type de financement et type de prestataire (CW4)

La figure suivante permet de répondre à la question « d'où vient l'argent » du secteur. Elle présente les différentes sources de recettes par type de financement pour chaque prestataire de services. Elle permet de suivre les flux des ressources au sein du secteur WASH. Il est évident de constater que :

- Les tarifs payés par les usagers vont vers les prestataires de service en réseau (89% de l'ensemble des flux).
- Les transferts publics internationaux passent essentiellement par des ONG (55%) et les organismes gouvernementaux (42%).
- Les ressources utilisées par les ONG proviennent essentiellement des contributions volontaires (51%) et des transferts publics internationaux (49%).
- Les ressources des organismes gouvernementaux proviennent à 50% de l'Etat et à 50% des transferts publics internationaux.

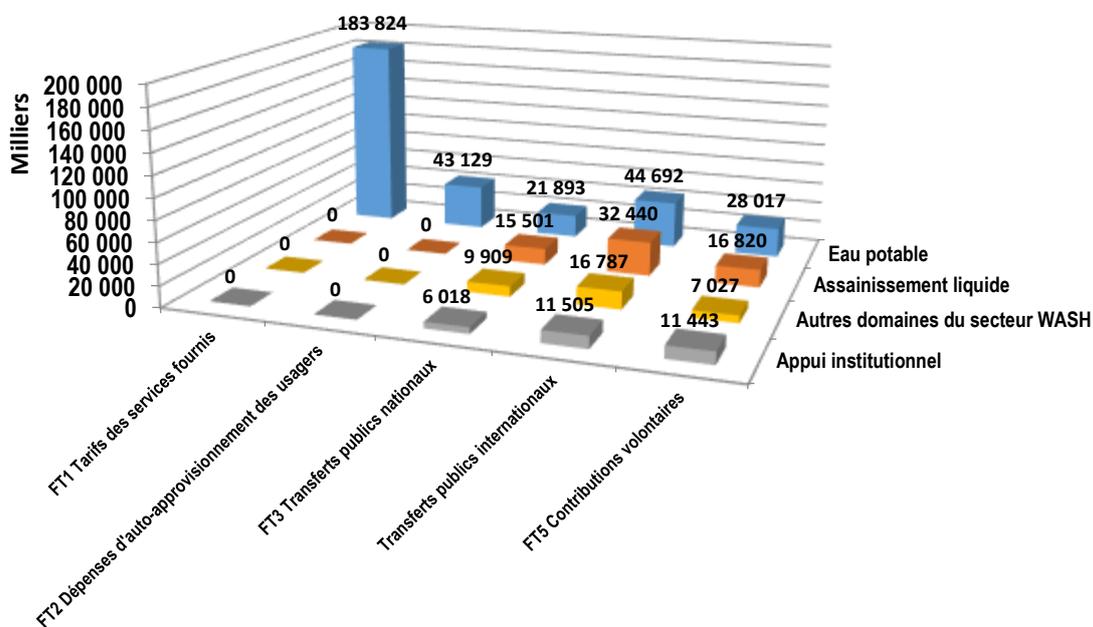
Figure 20 : CW4 (PxFT) Dépenses WASH par type de financement et type de prestataire



5.3.5. Les dépenses WASH par type de financement et type de service (CW5)

La figure suivante permet de répondre à la question « comment est financé quoi ? ». Elle présente les différentes sources de recettes (types de financement) pour chaque service et montre le chemin de financement menant à la fourniture de services WASH.

Figure 21 : CW5 (SxFT) Dépenses WASH par type de financement et type de service



Il apparait dans cette figure que :

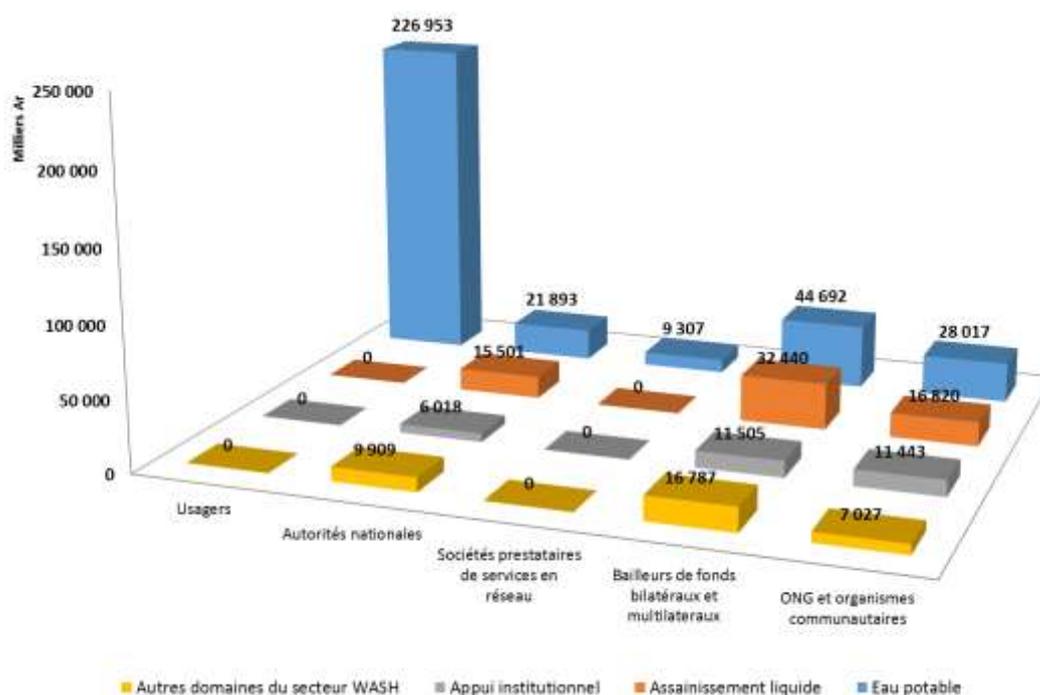
- L'eau potable est financée par tous types de financement. Ce sont les usagers qui contribuent les plus au financement (56%) et c'est l'Etat qui apporte le moins (7%).
- Dans le domaine de l'assainissement liquide, les financements proviennent essentiellement des transferts publics internationaux (50%), des contributions volontaires (26%) et des transferts publics nationaux (24%).
- Les financements des appuis institutionnels sont assurés par les transferts publics internationaux (40%), les contributions volontaires (40%) et les transferts publics nationaux (20%).

5.3.6. Les dépenses WASH par unité de financement et type de service (CW6)

La figure suivante permet de répondre à la question « qui finance quoi ? » du secteur. Elle donne les montants dépensés par chaque unité de financement et les services auxquels ils sont destinés. Il décrit la manière dont les unités de financement répartissent leurs ressources dans leur ensemble. Il apparait dans cette figure que :

- Les financements de l'Etat sont destinés pour l'eau potable (41%), l'assainissement (29%) et l'appui institutionnel à hauteur de 19%.
- Les financements des bailleurs vont dans l'eau potable (42%), l'assainissement (31%) et l'appui institutionnel (11%).

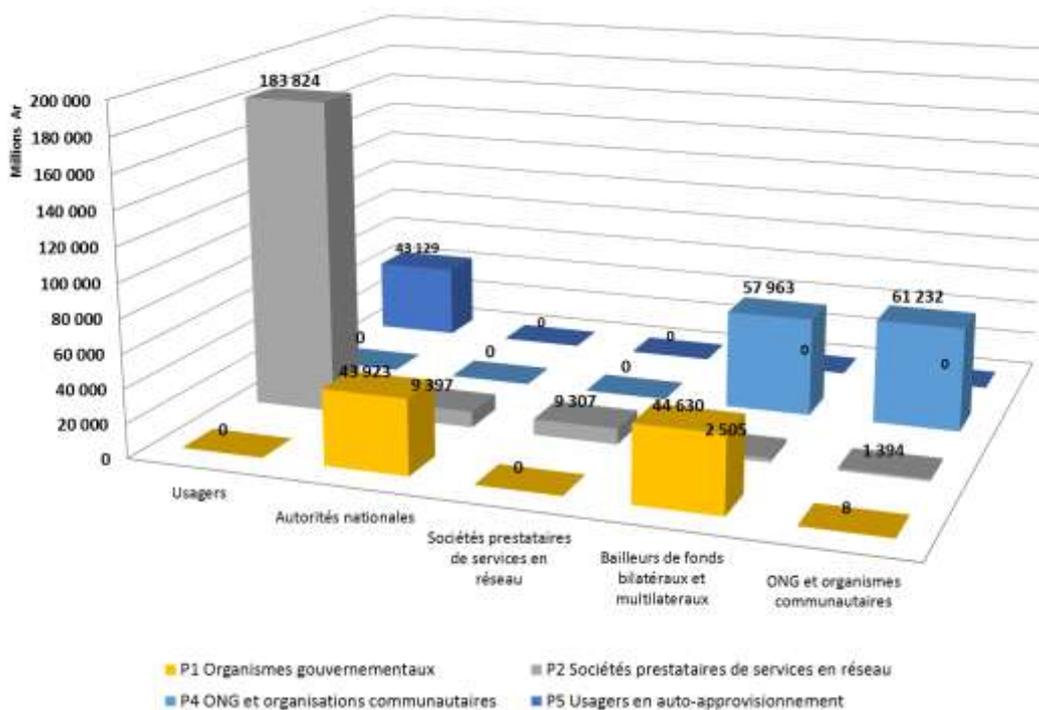
Figure 22 : CW6 (SxFU) Dépenses WASH par unité de financement et type de service



5.3.7. Les dépenses WASH par type de prestataire et unité de financement (CW7)

La figure suivante permet de répondre à la question « qui finance qui ? » dans le secteur. Elle montre les montants dépensés par chaque unité de financement pour quel type de prestataire de services et met en lumière le chemin de financement aboutissant à la fourniture de services WASH.

Figure 23 : CW7 (PxFU) Dépenses WASH par type de prestataire et unité de financement



Il apparait dans cette figure que :

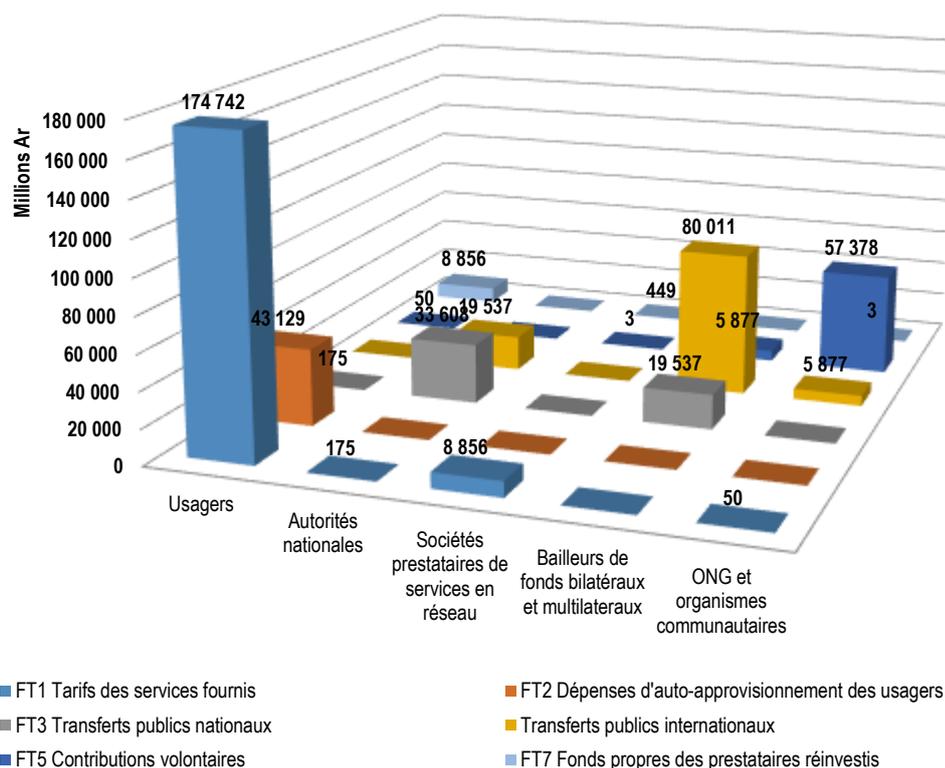
- Ce sont les usagers desservis par les réseaux qui financent les sociétés prestataires de services.
- Il n’y a pas de financement direct des autorités nationales vers les ONG ni vers les usagers.

5.3.8. Les dépenses WASH par type de financement et unité de financement (CW8)

La figure suivante montre les types de financement par le biais desquels les unités de financement dans leur ensemble allouent les ressources au secteur. Il apparait que :

- Les contributions des usagers sont pour les paiements des tarifs et pour l’auto approvisionnement.
- Les financements apportés par les autorités nationales proviennent de l’Etat et des bailleurs de fonds.
- Les majeures parties des financements des ONG proviennent des contributions volontaires.

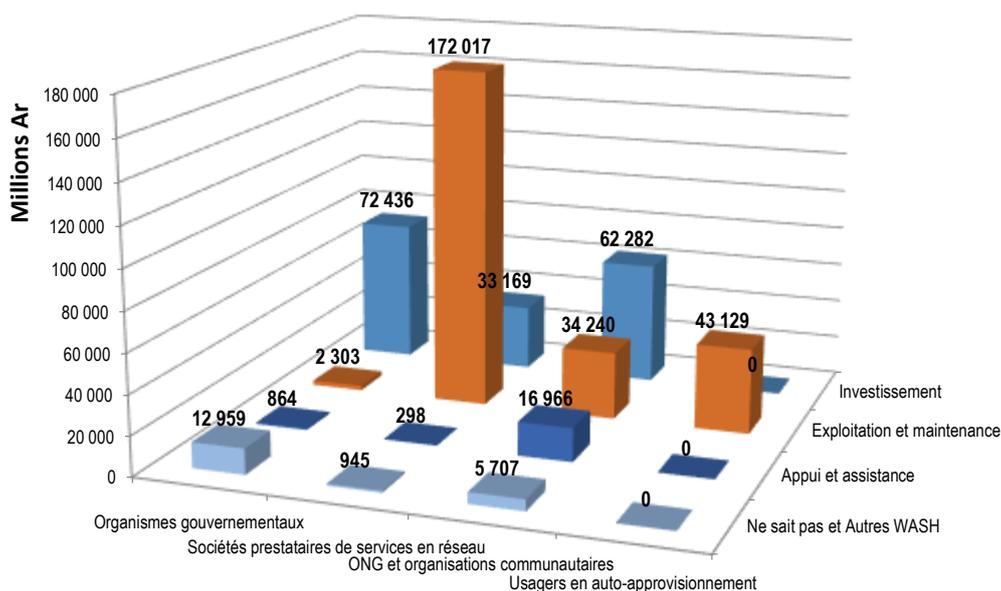
Figure 24 : CW8 (FTxFU) Dépenses WASH par type de financement et unité de financement



5.3.9. Les dépenses WASH par type de coût et par type de prestataire (CW9)

La figure suivante permet de répondre à la question « Quels types de coûts sont financés et par qui ? » dans le secteur. Elle montre la manière dont différents types de prestataire allouent des ressources pour couvrir différents types de coûts.

Figure 25 : CW9 (CxP) Dépenses WASH par type de coût et par type de prestataire



Il apparait de cette figure que :

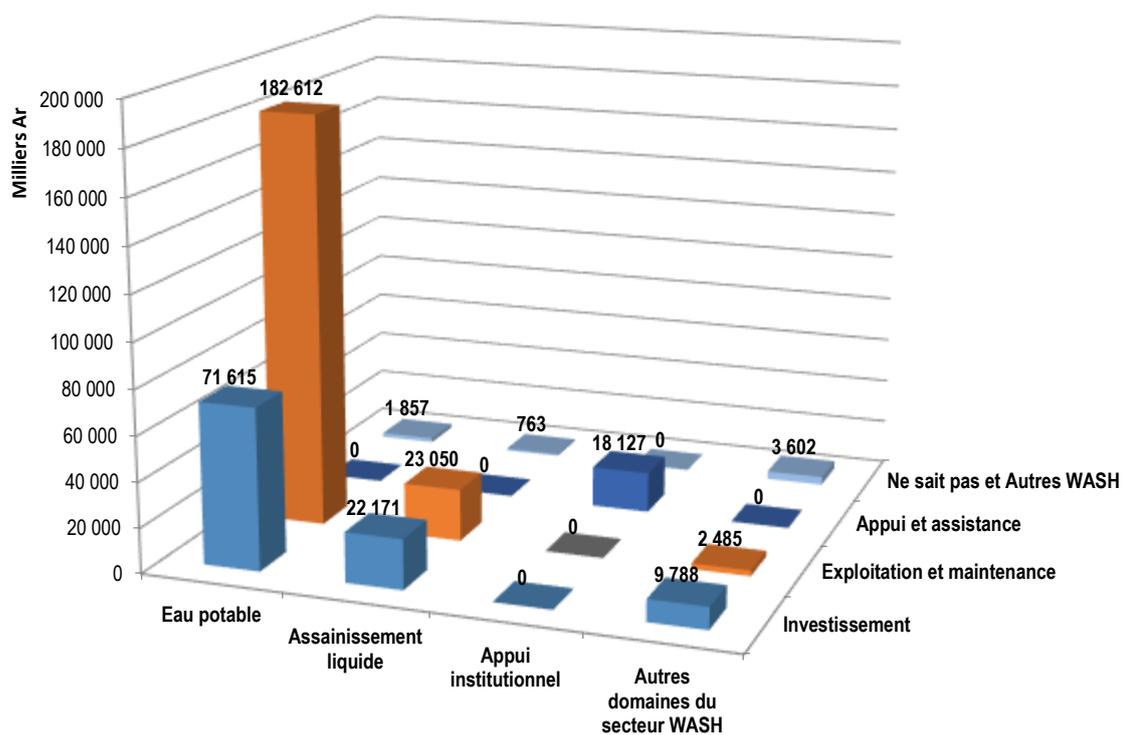
- Les financements des usagers en auto approvisionnement sont des coûts d’exploitation et de maintenance.
- 83% des financements des prestataires sont pour le fonctionnement.
- Les organismes gouvernementaux financent surtout les investissements.

5.3.10. Les dépenses WASH par type de coût et type de service (CW10)

La figure suivante montre le type de coût pour lequel les ressources sont dépensées afin de fournir chaque type de service WASH. Il apparait dans cette figure que

- les coûts d’exploitation de l’eau potable sont largement supérieurs à ceux de l’assainissement.
- Pour l’assainissement liquide, les coûts d’investissement sont presque les mêmes que les fonctionnements.

Figure 26 : CW10 (CxS) Dépenses WASH par type de coût et type de service



6. Conclusion et recommandations stratégiques

Cette première phase de l'étude TrackFin a démontré qu'il est possible de faire le suivi du financement du secteur WASH à Madagascar malgré l'indisponibilité de certaines données. Les résultats, surtout les comptes WASH de la méthodologie, donnent une situation assez détaillée et fournissent des éléments importants pour alimenter la réflexion et les prises de décisions par toutes les parties prenantes du secteur.

6.1. Leçons tirées de l'expérience et recommandations stratégiques

Parmi les enseignements importants tirés de la mise en œuvre de cette première phase et de l'analyse des données collectées, on peut citer les quelques recommandations stratégiques suivantes :

- **Poursuivre et renforcer le suivi financier du secteur WASH** : les collectes et la centralisation des données financières provenant de différentes sources sont essentielles pour obtenir une situation globale et détaillée afin de mieux orienter les programmations et les politiques du secteur. Il est à noter que le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures ne dispose pas encore d'un mécanisme de suivi des financements du secteur.
- **Identifier les gaps de financements afin de réduire les disparités** : Comparer les dépenses actuelles par rapport aux besoins de financement. La comparaison des résultats de TrackFin avec les données des BPOR permettrait d'identifier les gaps et les disparités de financement par sous-secteur et par Région et d'orienter les destinations des financements dans l'élaboration du Programme national d'investissement du secteur.
- **Mobiliser plus de financements** : malgré l'augmentation de 49% entre 2013 et 2014 avec un léger tassement en 2015, les financements du secteur demeurent encore insuffisants comparés à d'autres secteurs comme la santé. De plus, les dépenses du secteur par habitant sont bien inférieures aux dépenses engagées dans d'autres pays.
- **Augmenter le financement de l'Etat** : même si les budgets de l'Etat alloués au secteur ont augmenté de manière significative au cours de ces 3 années de l'étude, il est constaté qu'ils sont encore largement insuffisants. En effet, les dépenses du secteur eau et assainissement ne représentent que 0,8% des dépenses totales nationales.
- **Rechercher de nouvelles sources de financement** : Sur la base de la connaissance des besoins de financement à travers les BPOR et le futur Programme national d'Investissement, il sera nécessaire de mobiliser de nouveaux financements auprès des partenaires à travers des collaborations renforcées, tant avec les bailleurs de fonds qu'avec les ONG.

6.2. Recommandation pour les prochaines étapes

Cette première expérience de l'application de la méthodologie TrackFin à Madagascar a rencontré des problèmes et a permis de tirer des leçons du point de vue organisationnel et pratique. On peut citer les quelques recommandations suivantes pour les prochaines étapes :

- **Renforcer les structures organisationnelles de TrackFin.** Le soutien politique des décideurs de très haut niveau (lancement officiel du processus par le Premier Ministre de Madagascar) est très important, mais n'est pas suffisant. Le Champion TrackFin au moment du lancement du processus était le Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène. A cause des diverses contraintes inhérentes au processus (retard sur le recrutement du consultant national, réorganisation au niveau du gouvernement, désignation des membres du Comité Technique par chaque entité), la mise en œuvre du TrackFin à Madagascar a rencontré des perturbations. Il est recommandé de renforcer les structures organisationnelles et de préciser leurs attributions respectives. L'implication effective des principales parties prenantes nationales (administration, Bailleurs, ONG internationales et nationales, prestataires de services, etc.) dans le Comité technique est à conforter.
- **Améliorer le canevas et continuer son utilisation pour les collectes de données.** L'utilisation du canevas par projet a grandement facilité le remplissage des données par les répondants. La première partie du volet dépenses, précisant les destinations des dépenses, a permis d'éviter les doublons et d'approcher les destinataires de fonds pour avoir les détails des désagrégations. D'autre part, la structure du canevas a permis de mettre les informations sous forme de base de données financières. Il est recommandé de continuer l'utilisation de ce canevas avec quelques améliorations nécessaires.
- **Collaborer avec le STPCA.** La comparaison des volumes totaux des dépenses du TrackFin avec celles du STPCA sur le secteur eau et assainissement montre les richesses des informations du TrackFin. Toutefois, il est recommandé de croiser les deux données et étendre les collectes à d'autres intervenants.
- **Renforcer les collectes de données.** Les financements recensés dans la base des données du Programme Solidarité Eau sont non négligeables. Il est recommandé d'approcher les représentants du PSEAU à Madagascar pour les collectes des données dans la prochaine phase.
- **Améliorer l'estimation des dépenses des ménages en auto approvisionnement.** Les résultats montrent que les dépenses des ménages en auto approvisionnement sont largement sous-estimées par manque d'informations. Il est recommandé d'approcher l'INSTAT ou autres entités pour trouver des moyens pour améliorer ces estimations surtout pour le domaine de l'assainissement.
- **Initier la deuxième phase de TrackFin.** Le Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures souhaite initier rapidement la deuxième phase de TrackFin Madagascar pour avoir des données plus complètes et une visibilité sur 5 ans en vue d'une meilleure planification.

7. Retour d'information sur la méthodologie TrackFin

Il en ressort de cette première expérience que la méthodologie TrackFin est tout à fait applicable à la situation de Madagascar avec quelques modifications et améliorations. En effet, certaines informations sont difficiles à obtenir et ne sont pas encore disponibles pendant cette phase, mais cela ne remet pas en cause la méthodologie et les comptes WASH.

Pour le cas de Madagascar, certains bailleurs mettent en œuvre directement des projets en partenariat avec des petits opérateurs locaux, ainsi, il est ajouté le prestataire « P6 » correspondant à « Bailleur – mise en œuvre directe ». Par ailleurs, il est aussi ajouté un type de financement « FT7 » pour mettre les fonds propres des prestataires réinvestis dans le secteur.